

COMPTE RENDU DE LA REVUE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE



-12 mois-

4ème Trimestre 2018

CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

SITUATION GLOBALE

REALISATIONS SECTORIELLES

AVANT-PROPOS

L'année 2018 a été une période faste pour l'économie malagasy. Le pays a pu atteindre un taux de croissance de 5.2% grâce aux efforts de toutes les parties prenantes au niveau interne, à la clémence des catastrophes naturelles et au climat propice à la production agricole. L'inflation a été contenue aux alentours de 7% grâce au ciblage monétaire de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) et la réduction du déficit budgétaire. Les prix n'ont pas connu de situations de surchauffe, malgré les légères fluctuations des cours du baril sur les marchés internationaux et la dépréciation de l'Ariary face aux monnaies pivots dans les échanges avec l'extérieur.

Sur le plan politique, la fin de l'année 2018 a été marquée par l'organisation de l'élection présidentielle, dont l'issue a été saluée par la communauté internationale, spécialement l'alternance démocratique du pouvoir.

Au niveau de l'exécution budgétaire, le déblocage des quatrième et cinquième tranches de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) par le Fonds Monétaire International (FMI) ainsi que la poursuite des financements de projets par les divers Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ont constitué des appuis précieux. La rétrospective de l'exécution budgétaire de l'année 2018 rapporte des recouvrements de recettes fiscales à hauteur de 97,55% par rapport aux prévisions. Les engagements de dépenses du Budget Général se situent à 86,43% de l'enveloppe initiale. Et, un taux de réalisation de 59% est atteint en termes d'indicateurs de performance, soit 412 sur 696 indicateurs. Parmi les plus grandes réalisations, citons la mise à disposition de 2 891 T de semences et d'engrais, le reboisement et la restauration de sol sur une superficie de 20 420 ha, les divers travaux de reconstruction ; de l'extension et de réhabilitation.

Espérant l'intérêt de tout un chacun pour le présent document, nous tenons à adresser nos remerciements à l'endroit de tous ceux qui ont contribué à son élaboration, notamment les Institutions et Ministères ainsi qu'à toute l'équipe du Ministère de l'Economie et des Finances.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



Randriamandrato

RANDRIAMANDRATO Richard

SOMMAIRE

I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	3
II. SITUATION GLOBALE.....	7
II.1 RECETTES.....	7
II.2 DEPENSES.....	8
II.3 MARCHES PUBLICS.....	14
II.4 SUIVI DE LA PERFORMANCE.....	15
III. REALISATIONS SECTORIELLES.....	17
III.1 REALISATIONS SECTORIELLES : SECTEUR INFRASTRUCTURE.....	17
III.2 REALISATION SECTORIELLES : SECTEUR SOCIAL.....	25
III.3 REALISATIONS SECTORIELLES : SECTEUR PRODUCTIF.....	32
III.4 REALISATIONS SECTORIELLES : SECTEUR ADMINISTRATIF	38
IV. SYNTHESE.....	56
V. ANNEXES.....	57

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHE 1 : COMPARAISON DES RECETTES FISCALES DE 2016 A 2018.....	8
GRAPHE 2 : REPARTITION PAR RUBRIQUES DES DEPENSES ENGAGEES DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2018.	10
GRAPHE 3 : REPARTITION DE FINANCEMENT DES DEPENSES DU BGE	10
GRAPHE 4 : EVOLUTION DES ENGAGEMENTS DES DEPENSES SUR 3 ANS (2016-2017-2018)	12
GRAPHE 5 : RECOUVREMENT DES RECETTES 2016 A 2018 DU SECTEUR ADMINISTRATIF	40
GRAPHE 6 : ENGAGEMENTS DES DEPENSES DU SECTEUR ADMINISTRATIF	41

LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 1: REALISATION ANNUELLE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL.....	7
TABEAU 2 : EVOLUTION DE L'EXECUTION DU BG DURANT L'EXERCICE 2018.....	9
TABEAU 3 : SITUATION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE 2016 A 2018	11
TABEAU 4 SITUATION GLOBALE DES MARCHES PUBLICS EXAMINES PAR LA CNM EN 2018.....	14
TABEAU 5: REALISATION GLOBALE DES INDICATEURS DE PERFORMANCE 4T 2018	15
TABEAU 6 REALISATION GLOBALE DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DURANT LES 3 DERNIERES ANNEES.....	16
TABEAU 7 : EVOLUTION DE LA REALISATION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS DU SECTEUR INFRASTRUCTURE	17
TABEAU 8 : RECOUVREMENT DES RECETTES DU SECTEUR INFRASTRUCTURE	17
TABEAU 9 : EVOLUTION DE LA REALISATION TRIMESTRIELLE DES ENGAGEMENTS DU SECTEUR INFRASTRUCTURE.....	19
TABEAU 10 : EVOLUTION DE LA REALISATION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS DU SECTEUR SOCIAL	25
TABEAU 11 : EVOLUTION DES ENGAGEMENTS CUMULEES AU 4T DU SECTEUR SOCIAL POUR LES ANNEES 2016,2017 ET 2018	26
TABEAU 12 : EVOLUTION DE LA REALISATION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS DU SECTEUR PRODUCTIF.....	32
TABEAU 13 : RECOUVREMENT DES RECETTES DU SECTEUR PRODUCTIF.....	33
TABEAU 14 : EVOLUTION DES ENGAGEMENTS CUMULES AU 4T DU SECTEUR PRODUCTIF POUR LES ANNEES 2016, 2017 ET 2018.	34
TABEAU 15 : EVOLUTION DE LA REALISATION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS DU SECTEUR ADMINISTRATIF	38
TABEAU 16 : RECOUVREMENT DES RECETTES DU SECTEUR ADMINISTRATIF	39
TABEAU 17 : EVOLUTION DES ENGAGEMENTS CUMULES AU 4T DU SECTEUR ADMINISTRATIF POUR LES ANNEES 2016, 2017 ET 2018.....	41

I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

SECTEUR REEL

Pendant le quatrième trimestre de 2018, le mot d'ordre du Gouvernement a été d'assurer la continuité de l'Etat dans un contexte de préparation aux urnes. Un arsenal de mesures a été pris à cet effet, notamment au niveau du renforcement de la gestion démocratique des foules et de la lutte contre l'insécurité. Les dispositions prises à cet effet ont été bénéfiques à la sphère économique réelle car ont permis de préserver le climat des affaires. La croissance économique a été révisée à la hausse, soit un taux de 5.2% contre des taux précédents de 5.1% dans la LFI 2018 et de 5.0% dans la LFR 2018. Le facteur qui explique ce gain se situe au niveau de la performance de la branche agriculture, enregistrant 9.2% de croissance contre 4.9% dans la LFI 2018 et 4.5% dans la LFR 2018.

Au niveau des autres secteurs, une plus grande prudence des opérateurs s'est traduite par des dynamismes bridés en termes de production et d'investissement. En effet, le contexte se prêtait aux craintes d'une recrudescence des tensions politiques, laquelle a été toutefois évitée. La croissance du secteur secondaire a été alors revue à un taux de 5.4% contre 6.0% dans la LFI 2018 et 6.7% dans la LFR 2018. Quant au secteur tertiaire, sa croissance a été estimée à 5.3% contre 5.9% dans la LFI 2018 et 5.6% dans la LFR 2018. Ces réalisations provisoires restent dans l'ensemble à un niveau élevé comparativement à la tendance historique. En effet, malgré les conditions politiques liées à la conjoncture de la période de préparation des élections, les activités réalisées par l'Etat ont stimulé le dynamisme de l'économie domestique, à l'instar de la finalisation de la nouvelle route Tsarasaotra menant vers l'aéroport d'Ivato.

Inflation, situation monétaire et taux de change

L'indice des prix à la consommation

En termes de glissement annuel, l'inflation durant le quatrième trimestre 2018 s'articulait aux alentours de 6.5% contre 8.9% sur la même période en 2017. Une bonne performance qui résultait d'une part des retombées des mesures conjoncturelles adoptées par le Gouvernement afin de résorber les chocs de l'offre, spécifiquement au niveau du riz et des PPN (hausse des importations), et d'autre part, de l'efficacité de la politique de ciblage monétaire établie par la BFM dans l'objectif de maîtriser l'inflation (le ciblage de la masse monétaire était passé de 17.8% en 2017 à 14.2% en 2018). Hormis ces facteurs, Madagasikara avait également bénéficié d'une meilleure récolte rizicole en 2018, laquelle était favorisée par de bonnes conditions climatiques et ce, en dépit du passage du cyclone Ava en début d'année. Au niveau mondial, les cours du riz se sont rétractés grâce l'accumulation des stocks en provenance d'Asie, plus précisément de la Thaïlande. Ainsi, en glissement annuel, les prix

du riz sur le marché local a varié de 28.9% en décembre 2017 à 4.4% en décembre 2018. Rappelons que l'instabilité du prix du riz peut causer de fortes pressions inflationnistes à Madagascar du fait de son poids dans le total du panier de la ménagère (15.3%).

A l'instar du riz, la variation moyenne des prix des PPN avaient également reculé en comparant les trois derniers mois de 2018 à ceux de 2017, soit -4.2 points de pourcentage. A contrario, avec l'application de la vérité des prix à la pompe, les coûts de l'énergie avaient enregistré une hausse de 3.2 points de pourcentage entre les deux périodes d'observation. Madagascar, étant non producteur de pétrole, se doit d'importer ce produit en fonction des cours sur le marché international. En 2018, ces cours n'avaient pas mal fluctué à la suite de l'accord entre les pays membres de l'OPEP de réduire la production de pétrole non-conventionnel. Une tendance qui devrait s'étendre sur plusieurs mois, de plus que, de nombreuses incertitudes règnent sur le marché des produits pétroliers.

La situation monétaire

Durant le quatrième trimestre 2018, la masse monétaire s'était élargie de 1 257 milliards d'Ariary ou de 12.3% en moyenne par rapport à la même période en 2017. Un élargissement qui a été perçu sur toutes ses composantes. En effet, (i) le niveau des disponibilités monétaires s'était accru de 548 milliards d'Ariary dont 229 milliards d'Ariary tirés des dépôts à vue et 319 milliards d'Ariary de la circulation fiduciaire. Le flux cumulé des disponibilités avait été tablé ainsi à 708 milliards d'Ariary en décembre 2018. (ii) Les dépôts en devises et les quasi-monnaies (comprenant les comptes épargnes et les dépôts à termes) avaient augmenté respectivement de 163 milliards d'Ariary et de 538 milliards d'Ariary grâce aux rapatriements des recettes d'exportations et à l'amélioration du climat des affaires pour le compte du secteur privé. En décembre 2018, le solde des quasi-monnaies s'est alors escompté à 3 458 milliards d'Ariary et celui des dépôts en devises à 1.200 milliards d'Ariary. (iii) Pour ce qui sont des obligations, l'écart des encours entre les deux périodes d'observation a été de plus de 8 milliards d'Ariary et ce, malgré qu'elles soient peu connues du public et seuls quelques établissements bancaires les proposent.

En parallèle, la variation de la masse monétaire a été compensée sur chacune de ses contreparties. D'une part, comparativement au quatrième trimestre 2017, les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) se sont reconstitués de 741 milliards d'Ariary ou 18.5% favorisé entre autres par la solidification des engagements nets de la BFM vis-à-vis de l'extérieur. Ces derniers avaient en effet bénéficié des évolutions de 51 millions de DTS au niveau des tirages PIP et des aides budgétaires ainsi que du 1.2 million de DTS au titre d'IDE. D'autre part, les Avoirs Intérieurs Nets (AIN) se sont alourdis de 768 milliards d'Ariary à cause de l'accroissement des crédits à l'économie (774 milliards d'Ariary), spécifiquement des crédits octroyés au secteur privé (toutes catégories et toutes échéances de remboursement confondues).

Le taux de change

En comparant les cotations moyennes du Dollar USD et du DTS sur le Marché Interbancaires de Devises durant le quatrième trimestre de 2018 à celles de la même période de 2017, une dépréciation de la monnaie nationale face à ces devises pivots a été observée : soit respectivement de -11.7% et de -9.85%. Cette situation a été sujette aux comportements du marché face à une demande de devise plus marquée par rapport à l'offre. La présence de certains facteurs stimule en effet l'instabilité des changes sur le Marché Interbancaires de Devises au cours de ces derniers mois, notamment, la persistance du déficit de la balance commerciale, l'essor du Dollar USD au niveau des échanges internationaux, l'augmentation des cours mondiaux des produits pétroliers, l'inflation intérieure assez significative par rapport à celle des pays partenaires, et, la dépendance de notre économie vis-à-vis de l'évolution de la conjoncture extérieure. Néanmoins, l'obligation imposée par l'Etat de rapatrier 100% des recettes d'exportations, les interventions ponctuelles de la BFM pour lisser les fluctuations plus marquées des taux de change (flottement dirigé), ainsi que la libre entrée des capitaux étrangers sur le territoire (préfinancement de la filière Vanille, approvisionnement des compagnies minières/des ONG/des entreprises franchises, aides budgétaires/dons projets/IDE, etc.) permettent de limiter, entre autres, la volatilité des cours de change.

SECTEUR EXTERIEUR

À la fin de la période 2018 et comparativement à la réalisation sur la même période de 2017, la situation extérieure globale de Madagascar s'est détériorée mais est restée positive. Elle est passée de 152.2 millions de DTS à 129.6 millions de DTS à cause de la rétractation du compte courant. Une rétraction qui a tout de même été limitée par la hausse du compte des opérations en capital et financières.

Le compte courant s'est dégradé de 16.3% par rapport à la même période en 2017, passant de 106.6 millions de DTS à 89.2 millions de DTS. Cette situation résulte des baisses observées au niveau des deux postes constituant cette rubrique, à savoir les biens et services et les revenus des investissements, ainsi que la stabilité relative des transferts courants.

Premièrement, en ce qui concerne les biens et services, la baisse s'explique par le creusement du déficit de la balance commerciale et la dégradation du solde des services nets. D'une part, le volume des exportations a baissé proportionnellement à celui des importations, soit respectivement de -5.9%. Des replis ont été constatés au niveau d'une partie de la branche extractive (zirconium et minerai de chrome), des filières café vert, girofle, vanille, poivre, cacao et crevettes ainsi que la branche des ZFI pour les exportations. Pour les importations, la baisse concerne les produits alimentaires (riz et autres), les biens de consommation, l'énergie et la rubrique « autres régimes douaniers ». D'autre part, les importations de services, spécifiquement celles relatives aux services

privé et public avaient augmenté plus que les exportations de services. Ce qui a haussé de 7.0% le déficit des services nets.

Deuxièmement, les revenus des investissements, ont reculé de -21.7 millions de DTS, passant d'un déficit de -72.6 millions de DTS à -94.3 millions de DTS. Cela fait suite à la hausse des flux transférés vers l'extérieur sur paiement de dividendes et remboursement des intérêts de la dette de l'Etat.

Finalement, le solde des transferts courants est resté relativement stable avec une légère hausse de 3.2% des flux. Les aides budgétaires ont diminué de 19.7% en valeur DTS mais cela a été comblé par une hausse de 15.8% des transferts courants privés.

Quant aux opérations en capital et financières, son solde s'est accru de 7.5 millions de DTS en comparant le 4^{ème} trimestre 2018 à celui de la même période en 2017. Malgré que les opérations en capital ont diminué de -22.7 millions de DTS en raison de l'affaiblissement des dons accordés à l'Administration publique et aux autres secteurs, les opérations financières se sont accrues de 30.2 millions de DTS grâce aux tirages projets et aux aides budgétaires.

II. SITUATION GLOBALE

II.1 RECETTES

Durant l'exercice 2018, l'Etat a collecté 5 096,20 milliards d'Ariary de recettes équivalant à un taux de recouvrement de 97,55%. Par rapport au montant prévisionnel dans la Loi de Finance Rectificative 2018, un manque à gagner de 128 milliards d'Ariary est ainsi enregistré. Les recettes fiscales recouvrées ont atteint 4 977.10 milliards d'Ariary (soit 97.55% de la prévision) tandis qu'un montant de 119.10 milliards d'Ariary (soit 97.55%) a été perçu au titre des recettes non fiscales :

Tableau 1: Réalisation annuelle des recettes du Budget Général

En milliards d'Ariary

NATURES DES RECETTES	Prévision LFI	Prévision LFR	Réalizations 6 mois		Réalizations 9 mois		Réalizations 12 mois	
			Récouvrement	Taux	Récouvrement	Taux	Récouvrement	Taux
Recettes fiscales	4 811,40	5 102,10	2 467,00	51,27%	3 679,30	72,11%	4 977,10	97,55%
Impôts	2 555,00	2 775,00	1 295,40	50,70%	1 872,30	67,47%	2 549,20	91,86%
Douanes	2 256,40	2 327,10	1 171,60	51,92%	1 807,00	77,65%	2 427,90	104,33%
Recettes non fiscales	90,2	122,1	48,3	53,55%	76	62,24%	119,1	97,54%
TOTAL RECETTES	4 901,60	5 224,20	2 515,30	51,32%	3 755,30	71,88%	5 096,20	97,55%

Source : Documents de suivi des Institutions/ Ministères

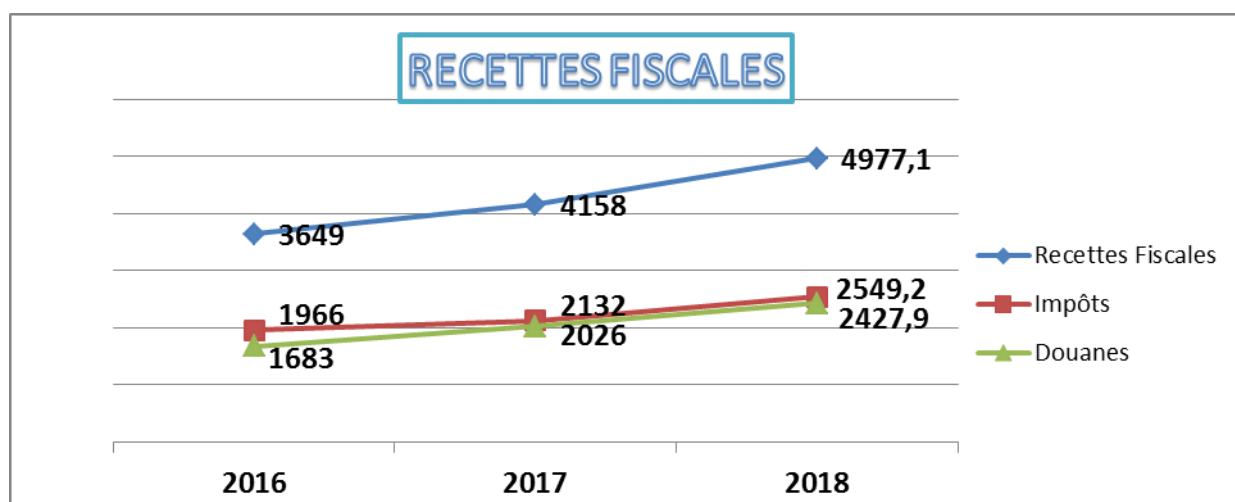
Par rapport au troisième trimestre, un gain de recouvrement total de 1 297,80 milliards d'Ariary a été constaté à la fin du 4^{ème} trimestre 2018 au niveau des recettes fiscales. 676,90 milliards d'Ariary et 620,90 milliards d'Ariary ont été comptabilisés dans les recettes intérieures et douanières durant cette même période. Les recettes non fiscales recouvrées se chiffrent à 43,10 milliards d'Ariary.

Les recettes intérieures recouvrées à la fin de l'exercice de 2018 ont été atteintes à hauteur de 91,86% par rapport à ce qui a été prévu dans la LFR2018. Les recettes douanières quant à elle, ont connu un excédent de 4,33%.

Concernant la situation des trois dernières années, une dynamique à la hausse a été perçue au niveau des recettes intérieures et extérieures grâce à l'amélioration du climat des affaires. En effet, entre 2016 à 2018, les recettes fiscales sont passées de 3 649 milliards d'Ariary à 4 977.1 milliards d'Ariary. Les recettes intérieures et les recettes douanières ont connu respectivement une augmentation de 583,2 milliards d'Ariary et de 744,9 milliards d'Ariary. Cette hausse a été le fruit des efforts de recouvrement des arriérés et de l'élargissement de l'assiette fiscale au niveau des administrations fiscales (impôts et douanes).

Graphe 1 : Comparaison des recettes fiscales de 2016 à 2018

En milliards d'Ariary



Source : DGI, DGD, DGT, DGFAG/DB/SSB

II.2 DEPENSES

L'exécution budgétaire 2018 a été marquée par la mise en œuvre des réformes tendant, entre autres, à la simplification de l'exécution budgétaire en l'occurrence le rehaussement des dépenses soumises aux Contrôle Hiérarchisé des Engagements des Dépenses à 1 500 000 Ariary. Et dans l'optique de promouvoir les investissements publics, les dépenses y afférentes ne sont pas frappées par la régulation budgétaire depuis l'exercice budgétaire 2017.

Par ailleurs, la mise en œuvre de l'élection présidentielle constitue également un fait marquant l'exercice budgétaire 2018.

Globalement, le résultat de l'exécution budgétaire 2018 par type de budgets pour tout financement confondu a fait ressortir que le Budget Général a été exécuté à 86,43%, soit 6 400,48 milliards d'Ariary. Les engagements effectués au niveau du Budget Annexe et des Comptes Particuliers du Trésor atteignent respectivement 18,07 milliards d'Ariary et 775,40 milliards d'Ariary avec une performance de 48,91% et de 80,11%.

Les analyses suivantes se concentrent particulièrement sur la situation du Budget Général tant pour l'année de référence que durant les trois dernières années.

SITUATION DU BUDGET GENERAL 4T 2018

L'exécution des dépenses au quatrième trimestre suit un rythme soutenu par rapport à celle des trimestres précédents du fait que la performance d'exécution est passée de 41,73% à 59,95% du deuxième au troisième trimestre et de 59,95% à 86,43% du troisième au quatrième trimestre.

Cette situation est montrée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Evolution de l'exécution du Budget Général durant l'exercice 2018

En milliards d'Ariary

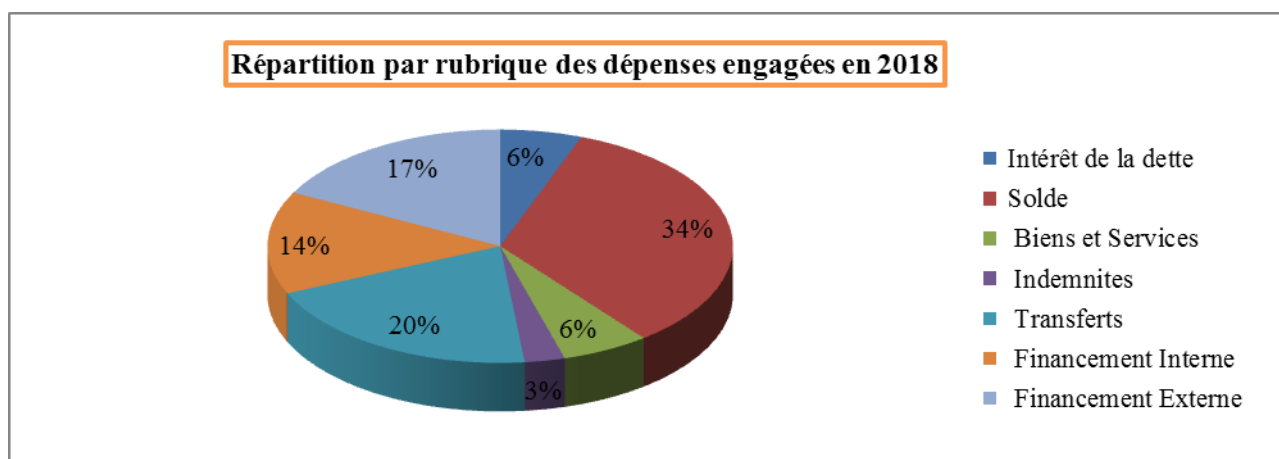
BUDGET GENERAL	1er trimestre 2018				2ème trimestre 2018			3ème trimestre 2018				4ème trimestre 2018		
	LFI	CREDIT MODIFIE	ENGAGEMENT	TAUX	CREDIT MODIFIE	ENGAGEMENT	TAUX	LFR	CREDIT MODIFIE	ENGAGEMENT	TAUX	CREDIT MODIFIE	ENGAGEMENT	TAUX
Intérêt de la dette	397,92	397,92	96	24,13%	397,92	253,25	63,64%	384,2	384,2	265,93	69,22%	384,2	363,61	94,64%
Solde	2 088,00	2 088,00	515,28	24,68%	2 088,00	1 018,59	48,78%	2 164,30	2 164,30	1 552,10	71,71%	2 164,30	2 159,76	99,79%
Fonctionnement	1 834,56	1 834,56	519,94	28,34%	1 834,56	969,12	52,83%	1 984,56	1 984,55	1 385,06	69,79%	1 984,56	1 851,40	93,29%
Biens et Services	502,96	502,96	60,16	11,96%	502,96	142,38	28,31%	502,96	502,95	223,61	44,46%	502,95	390,66	77,67%
Indemnités	186	186	31,25	16,80%	186	83,93	45,12%	186	186	126,54	68,03%	186,01	178,04	95,71%
Transferts	1 145,60	1 145,60	428,53	37,41%	1 145,60	742,82	64,84%	1 295,60	1 295,60	1 034,91	79,88%	1 295,60	1 282,71	99,00%
Investissement	3 250,36	3 274,65	258,78	7,90%	3 284,39	932,88	28,40%	2 871,31	2 871,31	1 236,01	43,05%	2 872,75	2 025,71	70,51%
Fin Interne	967,4	991,69	61,66	6,22%	991,69	264,34	26,66%	993,49	993,49	452,57	45,55%	1 879,26	911,02	91,70%
Fin Externe	2 282,96	2 282,96	197,13	8,63%	2 292,70	668,54	29,16%	1 877,82	1 877,82	783,44	41,72%	993,49	1 114,68	59,31%
TOTAL	7 570,84	7 595,13	1 390,00	18,30%	7 604,87	3 173,84	41,73%	7 404,37	7 404,36	4 439,11	59,95%	7 405,81	6 400,48	86,43%

Source : SIIGFP

En se référant à ce tableau, le montant total des dépenses engagées durant l'exercice 2018 s'élève à 6 400,48 milliards d'Ariary. En moyenne, les dépenses de solde ont connu une hausse trimestrielle de 548,16 milliards d'Ariary. Les engagements sur financement intérieur ont doublé au quatrième trimestre par rapport à ceux du troisième trimestre. Ils sont passés de 452,57 milliards d'Ariary à 911,02 milliards d'Ariary, soit une augmentation de 101,3%.

La répartition du Budget Général par grandes rubriques de dépenses est détaillée dans le graphe ci-après.

Graph 2 : Répartition par rubriques des dépenses engagées de l'exercice budgétaire 2018.



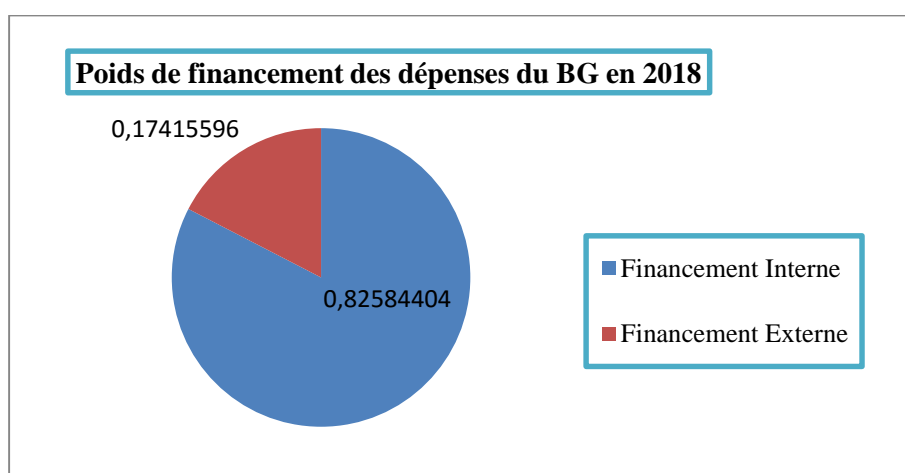
Source : SIIGFP, DGFAG/DB/SSB

D'après cette figure, les engagements de dépenses du Budget Général durant l'exercice 2018 se répartissent comme suit :

- 34 % dépenses de soldes ;
- 20 % dépenses de Transferts ;
- 17 % dépenses d'Investissement sur Financement Externe ;
- 14 % dépenses d'Investissement sur Financement Interne ;
- 6 % dépenses en Biens et Services ;
- 6 % intérêts de la Dette ;
- 3 % dépenses en indemnités.

Le mode de financement de ces dépenses se présentent comme suit :

Graph 3 : Mode de financement des dépenses du Budget Général



Source : SIIGFP-DGFAG/DB/SSB

D'après ce graphe, 83% des dépenses du Budget Général de l'exercice 2018 ont été supportées par financements internes et 17% par financements externes. Notons que les financements externes sont uniquement au bénéfice des Projets d'Investissements Publics (PIP). Les dépenses relatives aux intérêts de la dette, solde, fonctionnement et investissement sur financement intérieur ont été engagées

par financement interne. Le tableau et le graphe ci-après mettent en exergue l'évolution du Budget Général au cours des quatrièmes trimestres sur les trois dernières années.

SITUATIONS DU BUDGET GENERAL AUX 4T 2016-2017-2018

Tableau 3 : Situation des dépenses du Budget Général de 2016 à 2018

En milliards d'Ariary

BUDGET GENERAL	4T 2016			4T 2017			4T 2018		
	Crédit modifié	Engagement	Taux	Crédit modifié	Engagement	Taux	Crédit modifié	Engagement	Taux
INTERET DE LA DETTE	322,7	290,15	89,91%	345,16	345,07	99,97%	384,2	363,61	94,64%
SOLDE	1 665,23	1 657,60	99,54%	1 806,80	1 806,20	99,97%	2 164,30	2 159,76	99,79%
FONCTIONNEMENT	3 453,13	3 287,20	95,19%	2 333,50	2 149,77	92,13%	1 984,56	1 851,40	93,29%
<i>Biens et Services</i>	143,15	136,09	95,07%	457,92	379,9	82,96%	502,95	390,66	77,67%
<i>Indemnités</i>	2 054,18	1 900,48	92,52%	172,33	162,95	94,56%	186,01	178,04	95,71%
<i>Transferts</i>	1 255,80	1 250,63	99,59%	1 703,25	1 606,92	94,34%	1 295,60	1 282,71	99,00%
INVESTISSEMENT	1 682,28	890,33	52,92%	2 884,62	1 614,74	55,98%	2 872,75	2 025,71	70,51%
TOTAL	7 123,34	6 125,28	85,99%	7 370,08	5 915,31	80,26%	7 405,81	6 400,48	86,43%

Source : SIIGFP

Les allocations budgétaires totales du Budget Général au cours des quatrièmes trimestres de 2016 à 2018 ont affiché une tendance à la hausse de 282, 47 milliards d'Ariary. Une situation qui fait suite à l'augmentation de 499.00 milliards d'Ariary des dépenses de solde et de la prise en compte de l'inflation dans l'élaboration de chaque programmation budgétaire.

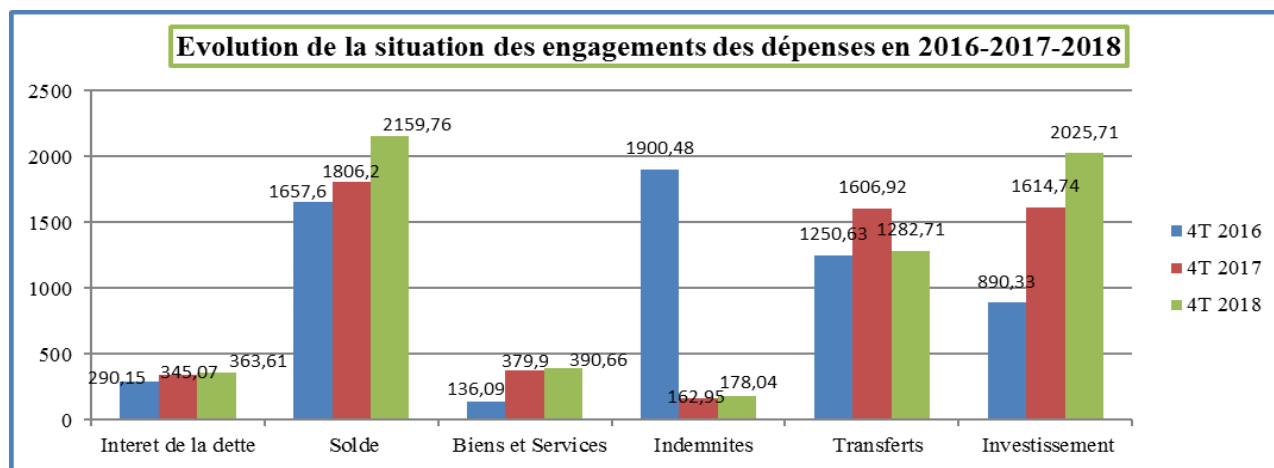
A contrario, les allocations globales au niveau de la catégorie fonctionnement ont connu une tendance à la baisse, passant de **3 453,13 milliards d'Ariary** à **1 984,56 milliards d'Ariary** durant les périodes en revues. Cette baisse a été favorisée par l'importante diminution des indemnités qui sont passées de **2 054,18 milliards d'Ariary** à **186,01 milliards d'Ariary**.en comparant le 4T2018 à celui de 2016 et ce malgré la légère hausse de **13,68 milliards d'Ariary** entre le 4T 2017 et le 4T2018.

Concernant les dépenses d'investissement, une forte augmentation de **1 202, 34 milliards d'Ariary** a été constatée entre le 4T2016 et le 4T201. Par contre, entre le 4T2017 et le 4T2018, la situation s'est inversée, comptabilisant une nette diminution de **13, 31 milliards d'Ariary**.

Quant à l'exécution des dépenses, une performance globale de 86% a été constatée entre le 4T2016 et le 4T2018. L'exercice 2017 a été le moins performant dont le taux d'exécution a été de 80%.

La figure ci-après se concentre plus particulièrement sur la situation des engagements des dépenses du Budget Général durant les quatrièmes trimestres des trois dernières années.

Graph 4 : Evolution des engagements des dépenses sur 3 ans (2016-2017-2018)



Source : SIIGFP

- **Intérêts de la Dette**

Pour les dépenses engagées au niveau des intérêts de la dette, une nette croissance est observée : **54,92 milliards d'Ariary** entre 4T2016 et 4T2017 et **18,54 milliards d'Ariary** entre 4T2017 et 4T2018.

- **Dépenses de solde**

Une hausse de **148,6 milliards d'Ariary** a été constatée dans l'exécution des dépenses de solde entre 4T2016 et 4T2017 dont **123,86 milliards d'Ariary** tirés au niveau de personnel permanent, **4,57 milliards d'Ariary** de la Caisse de Retraite Civile et Militaire et **20,17 milliards d'Ariary** de la Caisse de Prévoyance de Retraite des agents contractuels de l'Etat. Entre 4T2017 et 4T2018, l'augmentation au niveau de l'exécution des dépenses a été de **353,57 milliards d'Ariary** dont **246,53 milliards d'Ariary** au niveau de personnel permanent, **64,30 milliards d'Ariary** de la Caisse de Retraite Civile et Militaire et **42,74 milliards d'Ariary** de la Caisse de Prévoyance de Retraite des agents contractuels de l'Etat.

Ces situations font suite entre autres par le recrutement des maîtres FRAM, les divers avancements et les augmentations annuelles des salaires des agents de l'Etat.

- **Biens et Services**

Les engagements des dépenses en biens et services ont connu une hausse significative de **243,81 milliards d'Ariary** durant le 4T2017 par rapport à la même période de 2016. Cette même tendance a été observée en comparant le 4T2018 à celui du 4T2017 mais dans une moindre proportion, soit un écart de **10,76 milliards d'Ariary**.

- **Indemnités**

La rubrique “indemnités” avait évolué en dents de scie durant les trois périodes d’observation. En effet, entre le 4T2016 et le 4T2017, on constate une baisse de **1 737,53 milliards d’Ariary** causée en partie par la réduction des engagements au niveau du compte 6013 –Personnel membre des Institutions.

Par contre, entre le 4T2017 et le 4T2018, les crédits engagés dans la rubrique indemnité ont augmenté de **324,21 milliards d’Ariary** du fait de la hausse du compte 6062 - Cotisations caisse de retraites civiles et militaires.

- **Transferts**

Du côté de la rubrique “transferts”, l’évolution des engagements des dépenses avait également suivi une tendance inverse au cours des quatrièmes trimestres des trois dernières années. Les engagements du 4T2016 et du 4T2017 sont passé de **1 250,63 milliards d’Ariary** à **1 606,92 milliards d’Ariary** soit une augmentation de **356,29 milliards d’Ariary**. Cette situation est due principalement à la hausse de **467,37 milliards d’Ariary** des crédits engagés dans le cadre de subventions allouées au secteur privé.

Cependant, par rapport au 4T2017, les engagements durant le 4T de 2018 n’atteignaient que **1 282,71 milliards d’Ariary**, soit une baisse de **324, 21 milliards d’Ariary**. D’une part, le niveau de l’allocation budgétaire au cours du 4T2018 a été plus faible que celle du 4T de 2017 et d’autre part, les engagements au niveau des subventions au profit du secteur privé ont baissé de **388,21 milliards d’Ariary** compte tenu de la politique de désengagement progressif de l’Etat vis à vis des sociétés d’Etat (JIRAMA et AirMad).

A noter que les dépenses de transferts au profit des régions ont évolué à la baisse au cours de la période d’observation : **15,69 milliards d’Ariary** durant le 4T2016 ; **14,74 milliards d’Ariary** durant le 4T2017 et **12,92 milliards d’Ariary** durant le 4T2018. Par contre, les subventions allouées aux Communes ont présenté une tendance à la hausse, soit respectivement **32,04 milliards d’Ariary** ; **50,8 milliards d’Ariary** et **65,19 milliards d’Ariary**.

- **Investissements**

Les investissements publics au cours des quatrièmes trimestres des trois dernières années ont été calqués sur les réalisations dans le cadre de la Politique Nationale de Développement (PND). Les dépenses y afférentes, quel que soit le mode de financement, n’ont pas été soumises à la régulation budgétaire depuis l’exercice budgétaire 2017. Ce qui a entraîné une hausse tendancielle des dépenses d’investissement durant la période d’observation : **724,41 milliards d’Ariary** entre le 4T2016 et le 4T2017 et **410,97 milliards d’Ariary** entre le 4T2017 et le

4T2018. Les performances d'exécution sont donc passées de 52,92% à 55,98% et de 55,98% à 70,51%.

L'amélioration du taux d'engagement des investissements sur financement intérieur qui est passé de 86,27% au 4T2017 à 91,70 % au 4T2018 a contribué à cette évolution. De plus, des excédents de **357 milliards d'Ariary** et de **286,68 milliards d'Ariary** ont été également constatés au niveau des engagements des dépenses d'investissement sur financements extérieurs pour les mêmes périodes.

Force est de constater que, cette catégorie de dépenses détient le plus faible taux d'exécution parmi les autres catégories des dépenses, due en partie à la non maîtrise des procédures de passation de marchés publics par les acteurs budgétaires ainsi qu'au problème de régularisation et de décaissement des dépenses sur financement extérieur.

II.3 MARCHES PUBLICS

SITUATION GLOBALE DES MARCHÉS PUBLICS EXAMINÉS PAR LA CNM en 2018

Tableau 4 Situation globale des marchés publics examinés par la CNM en 2018

En milliards d'Ariary

Mode de Passation	4T 2018		12 Mois (janvier 2018-Décembre 2018)	
	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT
Marché d'Appel d'Offre Ouvert	398	134,42	1345	990,1
Marché sur Appel d'Offres Restreint	34	33,37	108	74,89
Marché De Consultation	13	3,52	37	10,82
Marché de Gré à Gré	12	9,06	21	69,21
Marché d'Appel d'Offre Ouvert Pré-qualifié	8	8,2	11	1045,94
Marché sur Demande de Proposition	4	10,94	14	24,65
Marché d'Appel d'Offre Ouvert International	1	0,11	11	22,51
TOTAL	470	199,62	1548	3286,93

Source : ARMP, CNM

Durant l'exercice budgétaire de 2018, un nombre de 1 548 dossiers des marchés publics a été parvenu et examiné par la CNM dont le montant total des crédits s'élève à **3 286,93 milliards d'Ariary**. En termes de nombre des marchés examinés, les Marchés d'Appel d'Offre Ouvert accaparent environ 86,89% du total pour une valeur de **990,1 milliards d'Ariary**, tandis que ceux des Marchés d'Appel d'Offre Ouvert Pré-qualifié et des Marchés d'Appel d'Offre Ouvert International sont faibles.

Pour ce qui sont des montants engagés, le montant relatif aux MAOP a été le plus élevé, s'élevant à 1 045,94 milliards d'Ariary tandis que le plus faible montant revient au Marché d'Appel d'Offre Ouvert International avec une valeur de **22,51 milliards d'Ariary**.

Par ailleurs, durant le 4^{ème} trimestre 2018, le montant total des marchés enregistré dans le SIGMP s'élève à **199,62 milliards** d'Ariary répartis dans 470 dossiers.

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2018, ce montant est en baisse de 228,4 milliards d'Ariary avec une diminution de 9,55 milliards d'Ariary au niveau des MAOO. Par contre, les MAOR ont observé une hausse de 9,68 milliards d'Ariary.

II.4 SUIVI DE LA PERFORMANCE

Dans le cadre de la Loi de Finances Rectificative 2018, le nombre des indicateurs prévu dans la Loi de Finances Initiale a changé, passant 678 à 696. En effet, d'une part, certains indicateurs fixés par les Ministères ont subi des révisions, et d'autre part, les indicateurs omis dans la LFI (cas du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions) ont été intégrés dans la LFR ainsi que la mise en œuvre des réformes au sein de certains Ministères, après la restructuration gouvernementale opérée vers la fin du premier semestre 2018.

A ce titre, le tableau suivant représente la répartition sectorielle des indicateurs et leurs réalisations.

Tableau 5: Réalisation globale des indicateurs de performance 4T 2018

Secteurs	Atteints	Non Atteints	Non Disponibles	Autres	TOTAL	Performance d'exécution
Administratif	255	121	9	13	398	64,07%
Social	61	39	12	3	115	53,04%
Productif	32	36	10	6	84	38,10%
Infrastructure	64	32	3	0	99	64,65%
TOTAL	412	228	34	22	696	59,20%
Taux de réalisation	59%	33%	5%	3%	100%	-

Source : SIGFP

Le taux d'atteinte des valeurs cibles a été de 59%, ce qui représente 412 indicateurs sur un total de 696 indicateurs. Le secteur infrastructure affiche la meilleure performance d'exécution avec un taux de 64.65% et le secteur productif la moins performante (38.10%).

Remarquons que, 34 indicateurs ont été non disponibles et 22 classés dans la catégorie « autres ».

Le tableau ci-après met en exergue l'évolution des indicateurs de performance des Institutions et Ministères durant les quatrièmes trimestres des trois dernières années.

Tableau 6 Comparaison des indicateurs de performance durant les 3 dernières années

	4T 2016					4T 2017					4T 2018				
	Atteints	Non Atteints	Non Disponibles	Autres	TOTAL	Atteints	Non Atteints	Non Disponibles	Autres	TOTAL	Atteints	Non Atteints	Non Disponibles	Autres	TOTAL
Administratif	50	213	65	9	647	371	183	48	4	616	255	121	9	3	398
Social	96	61	11	9	177	89	43	11	1	144	61	39	12	3	115
Productif	75	40	7	3	135	81	33	13	3	130	32	36	10	6	84
Infrastructure	52	16	6	2	76	43	28	4	1	76	64	32	3	0	99
TOTAL	573	330	89	3	1035	584	287	76	9	966	412	228	34	2	696
Taux de réalisation (%)	55%	32%	9%	4%	100%	60%	30%	8%	2%	100%	59%	33%	5%	3%	100%

Source : SIIGFP

Selon ces données, la performance des Institutions et Ministères n'est pas stable sur la période d'observation. Entre le 4T2016 et le 4T2018, elle a fluctué entre 55% et 60%. Les indicateurs non atteints tournaient aux environs de 30 à 33%. A noter que durant le 4T2018, le nombre des indicateurs classés dans « autres » a connu une augmentation par rapport au 4T2017, passant d'un taux 2% à 3%. Une telle situation requiert que les Institutions et Ministères devraient bien vérifier la cohérence de leurs indicateurs par rapport à leurs missions et programmes respectifs. En outre, le nombre des indicateurs non disponibles a diminué au cours de la période en revue.

AUTRES INFORMATIONS

- **Mouvements de crédits :** 452 mouvements de crédits ont été opérés pour l'exercice 2018 dont 399 Arrêtés et 53 Décrets ;
- **Régies d'avances :** 1 186 Arrêtés de Caisse d'Avances renouvelable (CAR) et 95 Caisse d'Avances unique et exceptionnelle (CAUE) ont été pris et visés par le MFB pour l'exercice 2018 ;
- **Etablissements Publics Nationaux (EPN) :** Sur les 124 EPN recensés, 110 ont présenté leur Budget de Programme 2018 et 84 Etablissements ont soumis leur compte administratif 2017 à la Direction Générale du Budget pour approbation ;
- **Emploi de Courte Durée (ECD) :** 9 215 agents ont été recrutés durant l'exercice 2018.

Les informations ci-dessous offrent les détails au niveau de chaque secteur tant sur leur situation budgétaire que sur leur performance.

III. REALISATIONS SECTORIELLES

III.1 REALISATIONS SECTORIELLES : SECTEUR INFRASTRUCTURE

1. Performance par rapport aux résultats attendus

Le secteur infrastructure regroupe six (6) Ministères chargés de la réalisation de onze (11) Missions, de vingt-un (21) Programmes et de l'atteinte de quarante-vingt-dix-neuf (99) Indicateurs de résultats.

Tableau 7 : Evolution de la réalisation trimestrielle des indicateurs du Secteur Infrastructure

3ème Trimestre 2018		4ème Trimestre 2018			
Atteints	Atteints	Non Atteints	Non disponibles	Autres	Total
54/98	64	32	03	00	99

Source : Documents de suivi des Institutions/Ministères

Dans le cadre de la LFR 2018, un nouvel indicateur a été ajouté au document de performance du Ministère des Travaux publics et des Infrastructures, ramenant ainsi le nombre des indicateurs pour le secteur infrastructure à 99 pour le 4T2018 contre 98 durant le trimestre précédent.

Durant le 4T2018, un taux d'atteinte des indicateurs de 64,65% a été observé, soit 64 indicateurs sur 99. Comparée à la situation du 3T2018, la performance durant le 4T2018 a connu une amélioration, soit 64 indicateurs atteints versus 54.

Ce résultat provient surtout de la performance notable du Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Service Foncier et du Ministère du Transport et de la Météorologie.

Par contre, trente-deux (32) indicateurs n'ont pas atteint leurs valeurs cibles, soit 32,32% de la totalité. Trois (03) indicateurs ne sont pas disponibles (3,03%), pour ce 4ème trimestre de l'année.

2. Performance budgétaire

Tableau 8 : Recouvrement des recettes du Secteur infrastructure

En milliards d'Ariary

NATURE (hors dons et hors recettes en capital)	4ème trimestre 2016			4ème trimestre 2017			4ème trimestre 2018		
	PREVISION	RECOUVREMENT	TAUX (%)	PREVISION	RECOUVREMENT	TAUX (%)	PREVISION	RECOUVREMENT	TAUX (%)
Budget Général	9,00	7,37	82%	40,79	14,95	36,67%	21,13	1,85	8,76%
Budget Annexe	-	-	-	0,15	0,24	150,24%	7,90	5,92	74,94%
Compte particulier du Trésor	1,68	0,01	0,63%	2,31	0,00	0,00%	2,09	0,00	0,00%
TOTAL	10,68	7,38	69,10%	43,25	15,19	35,13%	31,12	7,77	24,97%

Source : SIIGFP (extrait le 31/12/2015)

Recettes :

Pour le Budget Général, le Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers et le Ministère des Transports et de la Météorologie ont perçu un montant de 1,85 milliard d'Ariary

en termes de recette pour le 4T2018. En se référant au tableau ci-dessus, le taux de recouvrement a fortement baissé par rapport aux quatrièmes trimestres des deux (2) années précédentes, avec un taux de recouvrement de 8,76% de la prévision de 21,13 milliards d'Ariary.

Pour le Budget Annexe, le Ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique a fourni des efforts par rapport aux situations des quatrièmes trimestres des deux (2) années précédentes. Ainsi, une recette de 5,92 milliards d'Ariary a été collectée, soit un taux de recouvrement de 74,94% durant le quatrième trimestre 2018. Il est noté que la prévision de recette au niveau de ce Ministère est révisée à 7,90 milliards d'Ariary dans le cadre de la LFR 2018.

Et enfin pour le Compte Particulier du Trésor, le Ministère des Transports et de la Météorologie et le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures n'enregistrent aucune réalisation pour le 4T2018.

Globalement, le taux de recouvrement du secteur a suivi une tendance à la baisse durant les périodes en revue des trois (03) dernières années : 7.77 milliards (taux de 24,97%) pour le 4T2018, 15.19 milliards d'Ariary (taux de 35,13%) pour le 4T2017, et 7.38 milliards d'Ariary (taux de 69,10%) pour celui de l'année 2016.

Dépenses :

Pour les dépenses de solde : durant les quatrièmes trimestres des années 2016, 2017 et 2018, les allocations destinées à cette rubrique s'élèvent respectivement à 23.79 milliards d'Ariary, 22,75 milliards d'Ariary et 29,96 milliards d'Ariary. Quant aux taux d'engagement, ils atteignent 99,49% au 4T2016, 99,96% au 4T 2017 et 98,60% au 4T2018.

Pour les dépenses hors solde : en termes nominal, les dépenses hors solde s'élevaient respectivement à 32,21 milliards d'Ariary au 4T2016 pour un engagement de 32,99 milliards d'Ariary, 48,76 milliards d'Ariary au 4T2017 pour un engagement de 45,94 milliards d'Ariary, et 59,88 milliards d'Ariary pour le 4T2018 pour un engagement de 57,50 milliards d'Ariary. Cette tendance à la hausse a été engendrée principalement par les augmentations au niveau des crédits alloués au rubrique « transfert » des ministères chargés de l' « aménagement du territoire », « énergie et hydrocarbures », « transports et météorologie ».

Pour les dépenses d'investissements : une hausse des engagements des dépenses en capital a été observée sur les deux types de financement. En effet, le montant des engagements est passé de 259,67 milliards d'Ariary au 4T2016, à 435,90 milliards d'Ariary au 4T2017, pour finir à 541,79 milliards d'Ariary au 4T2018. Cette situation résulte de la forte contribution des aides extérieures venant de nos partenaires techniques et financiers. Aussi, tous les PIP du secteur ont été réalisés physiquement à 100% selon leurs rapports physiques (voir fiche de projet Ministère 4ème trimestre 2018).

Tableau 9 : Evolution de la réalisation trimestrielle des engagements du Secteur Infrastructure

En milliards d'Ariary

NATURE	4 ^{ème} trimestre 2016			4 ^{ème} trimestre 2017			4 ^{ème} trimestre 2018		
	CREDIT MODIFIE	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)	CREDIT MODIFIE	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)	CREDIT MODIFIE	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)
SOLDE	23,79	23,67	99,49%	22,75	22,74	99,96%	29,96	29,54	98,60%
HORS SOLDE	34, 21	32, 99	96,44%	48,76	45,94	94,22%	59,88	57,50	96,03%
Biens et Services	7, 31	6, 64	90,84%	12,07	10,58	87,66%	12,33	11,21	90,92%
Indemnités	4,18	3, 78	90,52%	4,8	4,21	87,81%	4,90	4,43	90,41%
Transferts	22,71	22, 57	99,34%	31,75	30,8	97,02%	42,65	41,86	98,15%
INVESTISSEMENT	459, 79	259, 67	56,48%	1 107,25	435,9	39,37%	1 189,52	541,79	45,55%
Financement Interne	126,59	108, 50	85,71%	269,61	222,51	82,53%	263,73	231,39	87,74%
Financement Externe	333, 20	151, 17	45,37%	837,64	213,39	25,48%	925,79	310,40	33,53%
BUDGET GENERAL	517,79	316, 34	61,09%	1 178,76	504,58	42,80%	1 279,36	628,83	49,15%
Biens et Services	5,72	4,84	84,62%	1,34	1,20	89,55%	4,55	4,25	93,41%
Indemnités	2,88	1,98	68,75%	2,55	2,53	99,22%	3,06	2,80	91,50%
Transferts	0,40	0,25	62,50%	0,21	0,19	90,48%	0,28	0,23	82,14%
BUDGET ANNEXE	9,00	7,07	78,56%	4,10	3,92	95,61%	7,90	7,28	92,15%
Biens et Services	1,73	0,01	0,58%	4,05	0,00	0,00%	4,27	1,76	41,22%
Indemnités	-	-	-	0,02	0,00	0,00%	0,02	0,00	0,00%
Financement Externe	0,02	0,00	0,00%	48,73	0,00	0,00%	38,20	36,20	94,76%
COMPTE PARTICULIER DU TRESOR	1,75	0,01	0,57%	52,80	0,00	0,00%	42,49	37,96	89,34%
TOTAL GENERAL	528,54	323,42	61,19%	1 235,66	508,50	41,15%	1 329,75	674,07	50,69%

Source : Situations du SIIGFP 4^{ème} trimestre 2016-2017-2018

Concernant le budget annexe : seul les dépenses « indemnités » ont connu une légère augmentation d'engagement au 4T2018, avec un montant de 2,80 milliards d'Ariary. Les deux (2) autres, à savoir les « biens et services », et les « transferts » sont restées stables.

Enfin, le Compte Particulier du Trésor : les dépenses sur « financement externe » ont enregistré une hausse remarquable au niveau de l'engagement avec une réalisation de 36,20 milliards d'Ariary.

D'où globalement, au cours de ces trois (3) dernières années, on constate une augmentation du montant total des dépenses engagées, passant de 323,42 milliards d'Ariary au 4T 2016 ; à 508,50 milliards d'Ariary au 4T2017 ; et à 674,07 milliards d'Ariary fin 2018.

3. Autres Informations

Mouvement de crédits	ECD recrutés	Caisses d'avances	EPN	Marchés publics passés
Arrêtés : 41	1258	CAUE : 4	Budget 2018 : 14/24	72 MAOO: 34,35Mds Ar
Décrets : 5		CAR : 62	CA : 17/24	07 MAOO Pré qualifié: 7,08 Mds Ar 18 MAOR: 25,05 Mds Ar 07 MDC: 1,94 Mds Ar 01 MGG: 0,91 Mds Ar

4. Principales réalisations du secteur

51-MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES (MEH)

- **PHP** : Term-sheet / accord-cadre signé (grandes lignes du Contrat de Concession et du PPA) ;
- **Programme de développement des ENR** : Accord de projet signé (Namorona, Andranomafana) ;
- **Hybridation solaire / thermique JIRAMA** : Contrat de concession et PPA signé (VIMA (Ambatomainity, Ambasary Atsimo, Ampanihy, Benenitra, Betroka, Ihosy, Mandritsara, Ranohira, Sakaraha), GREN YELLOW (Sambava, Antalaha, Vohémar, Andapa), FIRST ENERGY (Anivorano Nord, Antsohihy, Port Bergé, Mampikony), JOVENA (Mahabo, Belo sur Tsiribihina, Morondava, Miandrivazo)
- **Renforcement de la capacité de production JIRAMA (HFO)** : Contrat de concession et PPA signé (VESTOP ENERGIE (Toamasina, Mahajanga, Antsirabe), VESPOWER (Foulpointe) ;
- **Projet hydro Ranomafana** : Etudes de faisabilité réalisées ;
- ...

52-MINISTERE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE (MEAH)

- **AMELIORATION DE PARC AUTOMOBILE** : Achat de cinq véhicules automobiles 4*4 dont trois doubles cabines, marque TOYOYA HYLUX et deux stations wagon NISSAN PATROL ; Achat de seize camions dont onze 6*4 25t marque SCHACMAN et cinq 8*4 25t marque SINOTRUK HOWO ;
- **TRAVAUX D'AEP DANS LA PARTIE SUD DE MADAGASIKARA** :
 - ADDUCTION D'EAU POTABLE D'AMBOASARY ATSIMO : mis à niveau des ouvrages de génie civil, installations électromécaniques et hydromécaniques des sept stations relais Mandrare-Sampona, réhabilitation et mis à niveau de l'AEP Amboasary Atsimo ;
- **AES** :
 - Connexion de 8 nouveaux branchements particuliers (dont 2 à Ambovombe, 5 à Tsivory et 1 à Isoanala) ;
 - Acquisition des panneaux photovoltaïques et des équipements hydroélectriques pour Antanimora et Andatanosy ;
 - Acquisition d'un groupe électrogène neuf pour la station d'Ambalanosy ;
 - Acquisition de 6 plaques solaires pour les centres AEP ;

- Acquisition des 10 ordinateurs
- Acquisition des nouveaux compteurs et matériaux nécessaires pour les travaux d’extension et de réalisation des branchements particuliers ;
- Utilisation d'un nouveau logiciel de suivi et de contrôle ;
- **SAMVA :**
 - Débouchage, curage et nettoyage réseaux d'assainissement de toutes dimensions 161 529 ML ;
 - Refoulement station de pompage 9 263 749 ;
 - Collecte et mis en dépôt des ordures ménagères de la ville d’Antananarivo 1 138 074 M3 ;
- **APIPA :**
 - Entretien de 8 stations hydrométriques et un poste central pour la prévision des crues et la gestion des alertes inondations ;
 - 50km de canaux, 100 ha de bassins et une station de pompage en cours d'entretien permanent ;
 - 1 station de pompage avec 3 pompes de 3m³/s en état de marche ;
 - ...

61-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES (MTPD)

- Travaux de construction de la route Tsarasaotra – Ivato : Terminés à 100%, route réceptionnée et ouverte depuis le 02/11/2018 ;
 - Travaux de construction de DIX HUIT (18) dalots sur la RNS5 entre Mananara Nord et Maroantsetra.
- ✓ Terminé à 100%.
- Travaux de réhabilitation de la RN 31 croisement RN 6 Bealanana suite au passage du cyclone AVA :
- ✓ Terminés à 95%.
- Travaux de réhabilitation de la RN 32 croisement RN 6 Befandriana Mandritsara suite au passage du
- Cyclone AVA :
- ✓ Terminé à 95%.
- Travaux D39 ; urgence de réparation du pont Andranolava sur la route reliant Ampanotokana et Ambatomitsangana Sud au PK20+200 dans la CR Ampanotokana district Ambohidratsimo suite au passage du cyclone AVA :
- ✓ Terminé à 95%.
- Travaux de traitement des points critiques sur la RNS34 reliant Antsirabe –Miandrivazo :

Terminé à 95%.

AUTRES QUE TRAVAUX ROUTIERS

- Mise en service des 3 pèses essieux fixe pour Ambatolampy, Maevatanana et Ambondromamy :

✓ Terminé à 100%.

- Constructions de la Station de Pesage de Barikadimy et celle de Tsarakofafa :

✓ Terminées à 100%.

- Extension Aéroport IVATO (Relocalisation BANI/RFI) :

✓ 33 Bâtiments construits ;

✓ Déménagement des militaires achevé le 05/12/2019, et Inauguration le 17/01/2019.

- ...

62- MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE EN CHARGE DES PROJETS PRESIDENTIELS DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'EQUIPEMENT (M2PATE)

I. PLANIFICATION TERRITORIALE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE :

- EQUIPEMENTS RELATIFS A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE :

- Réhabilitation de 6 117 km de route, route digue Fiherenana et route d'intérêt provincial 224-U du PK5+950 au PK 6 +060 ;
- Réhabilitation d'un bâtiment de la résidence présidentielle à Mantasoa ;
- Réhabilitation de 62 bâtiments et bureaux administratifs dont 52 bureaux communaux et 10 services déconcentrés du MATSF ;
- Construction d'un bloc administratif ;
- Viabilité de 2 sites de logement à Amparemahitsy Majunga et Antsoatany dans la région de Vakinankaratra ;
- Mise en place de 50 logements sociaux ;
- Aménagement d'une aire de repos sur la RN2 ;
- Aménagement d'un site de la résidence présidentielle à Mantasoa ;
- Réhabilitation et construction de 2 marchés à Miarinarivo, Brickaville, et 2 marchés de zébus à Betafo et dans la commune de Metsakoa Majunga ;
- Aménagement du parvis du palais des Sports et de la Culture, construction d'une guérite à Mahamasina et Anosy, implantation de 2 parkings de 120 places pour véhicule 4 roues et 2 roues à Mahamasina ;
- Mise en place de 2500 m de réseaux de distribution d'eau ;

- Curage et réhabilitation de 9 756 m de réseau d'assainissement ;
- Réhabilitation de 5 stations de pompage ;
- Construction de 2 réservoirs d'eau à Miarinarivo, CR Alasora, Betroka, Toamasina ;

- ELABORATION D'OUTILS DE PLANIFICATION

- Elaboration de 14 plans PUDi, 2 PUDé, 1 SDMA (schéma de développement Métropolitain d'Antananarivo), 01 PRD (Plan Régional de Développement d'Analamanga, 03 SACs et 2 SRATs dans la région d'Analamanga ; Vakinankaratra ; Bongolava Amoron'i Mania ; Diana Atsinanana ; Analanjirofo ; Menabe ; Sava ; Androy ; Amoron'i Mania ; Betsiboka ; Alaotra Mangoro

II. DEVELOPPEMENT DU FONCIER :

- MODERNISATION FONCIERE :

- Etablissement de 8 382 plans réguliers ;
- Réalisation de 12 659 travaux de repérage ;
- Délivrance des 70 131 documents topographiques ;
- Finalisation des 11 009 opérations de bornage ;
- Numérisation des 62 208 documents Topographiques fonciers dans les 22 régions ;
- Validation et vérification des 5 PLOF's (Plan Local d'Occupation Foncière) par commune ;
- Etablissement de 18 797 titres fonciers dont 324 sur les 1500 titres du projet ASA FONCIER, distribués à Andramasina le 25/10/18, 1200 titres à Ambositra, 142 titres à Fandriana distribués le 26/10/18 ;
- Jugement de 918 parcelles dans le cadre de l'immatriculation collective ;
- Réalisation de 15 577 mutations de droit de propriété au niveau national ;
- Dotation de 33 GF matériels techniques, 33 GF matériels informatiques, 41 GF matériels et mobiliers de bureau, 90 GF de moyens de locomotion dont 30 via le projet ASA FONCIER en collaboration avec FDL ;

- GESTION FONCIERE DECENTRALISEE

- Construction, réhabilitation et opérationnalisation de 7 guichets uniques ;
- Appui et contrôle à la certification foncière de 205 guichets fonciers.

- **FORMATION – ENCADREMENT**

- Formation en archivistique et standardisation d'acte des 250 agents ;
- Formation sur la gestion foncière décentralisée de 252 responsables communaux et autres acteurs fonciers ;
- Edition de 2 guides et production d'un film documentaire ;

63-MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE (MTM)

- **Travaux de construction et de réhabilitation d'infrastructures :**

- **Secteur administratif**

- Travaux de réhabilitation du RDC et de la toiture sur le bâtiment C de la DGM Ampandrianomby ;
- Travaux de réhabilitation du bureau régional à Analamanga ;
- Travaux de construction des clôtures des Directions Régionales des transports et de la Météorologie Boeny, Atsinana et Diana ;

- **Secteur routier :**

- Travaux de construction d'un centre d'accueil à Manakara ;
- Travaux de réparation et d'extension des abribus dans les villes d'Antananarivo Renivohitra et de Mahajanga ;

- **Secteur maritime et fluvial :**

- Travaux de réhabilitation du port d'Antsahampano ;
- Travaux de réhabilitation de la jetée d'Analalava ;

- ...

66-MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DU DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE (MPTDN)

- Remise de 25 diplômes aux étudiants qui ont bénéficié des cours en ligne ;
- Connexion sur internet gratuite, offerte aux jeunes dans la région du Sud ;
- Sensibilisations, animations et formations à l'initiation sur l'utilisation des TICS au niveau des élèves, des étudiants et du grand public intéressé par la technologie de communications et aux informations dans les régions Sud : Tuléar, Andranofeno Sud, Région Analamanga: Andavamamba, Région Est : Vatomandry , Région Haute Matsiatra:Ambositra, Région Boeny ; Boriziny , Andranofasika , Région Diana : Diégo , Ramena , Ambanja , Région Antsinanana : Fenoarivo Est , Soanierana Ivongo , Brickaville
- Création d'alphabétisation Numérique à Tuléar ;
- Traitement des 725 dossiers de carrière dans les 6 provinces ;

- Affectation de 7 agents à Antananarivo et Toamasina ;
- Recrutement de 14 agents ECD ;
- 427 agents des 6 provinces ont bénéficié des actions sociales : solom-pen'akoho, kit scolaire, gratification ;
- Visite de 32 bureaux des opérations du secteur postal ;
- Recouvrement à 100% des taxes et droits de licence ;

III.2 REALISATION SECTORIELLES : SECTEUR SOCIAL

1. Performance par rapport aux résultats attendus

Le secteur social regroupe sept (7) Ministères chargés de la réalisation de dix (10) Missions, de vingt-six (26) Programmes et de l'atteinte de cent quinze (115) Indicateurs de résultats.

Tableau 10 : Evolution trimestrielle de la réalisation des indicateurs du Secteur Social pour l'année 2018

1 ^{er} Trimestre 2018	2 ^{ème} Trimestre 2018	3 ^{ème} Trimestre 2018	4 ^{ème} Trimestre 2018				
ATTEINTS	ATTEINTS	ATTEINTS	ATTEINTS	NON ATTEINTS	NON DISPONIBLES	AUTRES	TOTAL
39/118	41/118	44/115	61	39	12	3	115

Source : Documents de suivi des Institutions/Ministères

Le nombre des indicateurs de performance dans le secteur social durant le quatrième trimestre de l'année se chiffre à 115 contre 118 indicateurs inscrits dans la Loi de Finances Initiale (LFI). En effet, les indicateurs de certains Ministères ont subi des révisions dans la LFR 2018 : pour le MEETFP baisse de cinq (5) unités et pour le MinSanP et MEN hausse d'une (1) unité chacun.

Durant le 4^{ème} trimestre, le nombre d'indicateur atteints s'élève au total à 61, soit 17 indicateurs en plus par rapport à la situation du troisième trimestre. Cette performance fait suite, en partie à la réalisation de certains programmes au niveau de quelques Ministères, tels que le MJS (« jeunesse et loisirs », « sports », etc.), le MPPSPF (« population et développement », « genre et développement », etc.), le MESUPRES (« administration et coordination », « enseignement supérieur », « recherche scientifique », etc.) et le MCPASP (« administration et coordination », « culture », etc.).

En revanche, 53 indicateurs n'ont pas été atteints, 15 Non Disponibles et 3 classés « Autres ».

2. Performance budgétaire

Par rapport à la situation du 4T2016, le volume de crédits alloués à ce secteur a vu une hausse de 470,99 milliards d'Ariary au 4T2018. Pour les crédits engagés, ils ont également augmenté suivant les cadences des allocations, soit un écart de 385,58 milliards d'Ariary.

En matière de dépenses de solde, le taux d'engagement s'est maintenu à 99% au 4T2018, passant de 747,83 milliards d'Ariary au 4T2016 à 1 040,22 milliards d'Ariary au 4T2018. Il est à noter que dans cette rubrique, les comptes « 6011 - Personnel permanent ; 6062 - Cotisations caisse de retraites civiles et militaires et 6063 - Cotisations caisse de Prévoyance de Retraite » ont été les plus engagés durant le 4T2018.

Concernant les dépenses hors solde, les tendances à la hausse au niveau de crédits alloués et de crédits engagés ont été maintenues durant la période d'observation, spécifiquement pour la rubrique « Biens et Services » qui est passé de 52,10 milliards d'Ariary au 4T2016 à 93,96 milliards d'Ariary au 4T2018.

Au niveau des dépenses d'investissement, les taux d'engagement n'ont cessé de régresser, affichant une diminution de 8.97 points en moyenne durant ces trois périodes, à cause des fluctuations enregistrées sur les crédits engagés (hausse de 54.2 milliards d'Ariary entre le 4T2016 et 4T2017, baisse de 26.97 milliards d'Ariary entre le 4T2017 et le 4T2018). Les dépenses d'investissement sur financement externe ont suivi la tendance des investissements globaux que ce soit en matière d'allocation qu'en engagement.

Tableau 11 : Evolution des engagements cumulés au 4T du secteur social pour les années 2016,2017 et 2018

En milliards d'Ariary

NATURE	4 ^{ème} trimestre 2016			4 ^{ème} trimestre 2017			4 ^{ème} trimestre 2018		
	CREDIT MODIFIE	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)	CREDIT MODIFIE	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)	CREDIT MODIFIE	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)
SOLDE	752,47	747,83	99,38	831,65	831,45	99,98	1 042,39	1 040,22	99,79
HORS SOLDE	284,51	277,15	97,41	308,51	299,83	97,19	355,23	342,69	96,47
Biens et Service	52,1	49,47	94,95	73,04	69,85	95,64	93,96	90,81	96,64
Indemnités	13,85	12,92	93,28	17,6	15,81	89,85	16,52	15,25	92,34
Transferts	218,55	214,75	98,26	217,88	214,17	98,3	244,75	236,63	96,68
INVESTISSEMENT	348,7	287,05	82,32	494,02	341,67	69,16	459,05	314,70	68,56
Financement Interne	101,74	108,79	100	189,2	198,32	100	219,65	218,03	99,26
Financement Externe	246,96	178,25	72,18	304,82	143,35	47,03	239,40	96,67	40,38
TOTAL	1 385,68	1 312,04	94,69	1 634,18	1 472,94	90,13	1 856,67	1 697,62	91,43

Source : SIIGFP du 31/12/2018

3. Autres informations

Mouvement de crédits opérés	ECD recrutés	Caisses d'avances créées	EPN approuvés	Marchés publics passés 4T (Octobre-Novembre-Décembre)
06 Décrets 107 Arrêtés	1 252	-132 CAR -32 CAUE	-Compte administratif 2017 :38/51 -Budget Programme 2018 : 50/51	80 MAOO: 20,67 Mds Ariary 1 MAOR: 0,52 Mds Ariary 1MDC :0,14 Mds Ariary

4. Principales réalisations du secteur

71-MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (MINSANP)

- Travaux de construction : bâtiment d'hospitalisation (CHRD Amboahangibe), une salle d'autoclave (CHRD Manjakandriana), une clôture et un château d'eau (CHRD Bealalana), un bloc sanitaire (CHRD Nosy varika), un bâtiment complexe mère et enfant dans le CHRR d'Ambatondrazaka, 2 IFIRP : Mahajanga et Toamasina, et 5 blocs opératoires dans les districts de Benenitra, Befotaka, Beroroha, Belo, Betioky du Sud ;
- Travaux de réhabilitation :
 - ✓ de 01 bâtiment d'hospitalisation (CHRD Bealalana), 01 bâtiment de chirurgie (CHRD Tsaratanana) et 01 bâtiment de soins (CHU EUSSPA Analakely) ;
 - ✓ de 31 Centres de Santé de Base dans les régions Anosy, Atsimo andrefana, Bongolava, Diana, Haute matsiatra, Itasy, Sofia et Alaotra Mangoro ;
 - ✓ de salle de radiologie des 5 hôpitaux de référence (CHRD Itaosy, CHRR Miarinarivo, CHRR Tsiroanomandidy, CHRR Antsirabe, CHRR Ihosy) ;
- Dotation en générateur d'Oxygène au CHU-JRB, en matériels et équipements techniques des 69 CSB et en équipements de 9 hôpitaux (HJRA Ampefiloha, Befelatanana, Antsiranana ; CHRR : Farafangana, Manakara ; CHRD : Sakaraha, Ampanihy, Tsihombe, Vavatenina) ;
- Contractualisation de 54 médecins (2 Projets PIVOT et 52 Projets PARN) et 180 paramédicaux (35 sages-femmes pour UNFPA, 16 Projets PIVOT et 129 Projets PARN) ;
- Pré-positionnement en médicaments et consommables médicaux aux Services Mobiles d'Intervention (SEMoI) de 9 Régions ;
- Prise en charge chirurgicale gratuite de 1220 Femmes Victimes de Fistules Obstétricales (FO) ;
- Tenue de deux campagnes SSME dans 22 régions, financées par l'Etat, UNICEF, OMS, UNFPA, Mikolo, MAHEFA MIARAKA, PSI, PSM et SE/CNLS ;

- Prise en charge gratuite des cas de peste dans les régions Analamanga, Itasy, Atsimo Atsinanana et Ihorombe ;
- Tenue d'une Campagne d'Aspersion Intra Domiciliaire (CAID) de 19 districts dans les Hautes terres centrales ;
- ...

75-MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (MJS)

- Renforcement du partenariat du MJS avec l'OIT matérialisé par la dotation des matériels ou matériels informatiques par l'OIT au profit des dix Maisons des Jeunes, de l'Emploi et de l'Entrepreneuriat (MJEE) et le Centre Régional de la Jeunesse et des Sports (CRJS) Toamasina ;
- Evaluation de l'exercice 2018 du Ministère, perspectives et recadrage des activités prévues pour l'année 2019, organisés par le team building du Ministère ;
- Qualification de Barea de Madagasikara à la CAN 2019 ;
- Participation du MJS à la réunion de travail tripartite avec l'UNESCO et le Conseil International pour l'Education Physique et la Science du Sport (CIEPSS) ;
- Participation effective du MJS à la 3ème Session Ordinaire du Comité Technique Spécialisé sur la Jeunesse, la Culture et les Sports (CTS-JCS-3) en Algérie du 21 au 25 octobre 2018 ;
- Octroi de financement pour les 10 bénéficiaires du projet de Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (PPEJ) avec la CONFEJES et pour un lauréat du Forum International Jeunesse et Emplois Verts (FIJEV) Niger organisé par l'OIF en collaboration avec la CONFEJES (vendredi 02 novembre 2018) ;
- Participation de Madagasikara à la troisième édition des jeux olympiques de la Jeunesse (JOJ) du 06 au 16 octobre 2018 à Buenos Aires en Argentine ;
- Versement de subvention au profit de TAFITA dans le cadre de dédouanement des matériels sportifs en provenance de Chine ;
- Remise des primes des mérites sportifs aux compétitions sportives internationales ;
- Construction des murs de clôture et des espaces d'éducation physique entre autres la tribune de stade de Mahavelona Foulpointe et le terrain de foot-ball avec tribune à Vohipeno et aménagement d'un plateau sportif à Faratsiho ;
- ...

76-MINISTÈRE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME (MPPSPF)

- Appui en vivres, vêtements, couvertures, kits hygiène et/ou kits cuisine de 5.460 personnes vulnérables et/ou victimes de chocs ;

- Transferts monétaires de 626.090 personnes dans les Régions Atsinanana, Vakinankaratra, Atsimo Andrefana, Vatovavy Fitovinany, Haute Mahatsiatra, Anosy, Androy. ;
- Dotation en matériels de compensation, équipements, vivres, vêtements et/ou couverture..., dans les Régions Amoron'i Mania, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana, Betsiboka, Bongolava, Menabe, Melaky, Sava, Sofia, Vatovavy Fitovinany de 774 personnes en situation de handicap ;
- Appui, prise en charge et/ou accompagnement de 5 460 personnes âgées dans les Régions Amoron'i Mania, AtsimoAndrefana, AtsimoAtsinanana, Besiboka, Bongolava, Menabe, Sava, Sofia, VatovavyFitovinany ;
- Accompagnement, prise en charge et/ou appui en vivres, vêtements, kits hygiènes, kits scolaires, divertissement et santé bucco-dentaire de 1916 enfants vulnérables, victimes de violence, de maltraitance et/ou d'exploitation dans les régions AloatraMangoro, AtsimoAndrefana, AtsimoAtsinanana, Atsinanana, Betsiboka, Boeny, Diana, Menabe, SAVA, Sofia, VatovavyFitovinany, Vakinakaratra ;
- Redynamisation et fonctionnement de 16 Centres d'Ecoute et de Conseil Juridique dans les districts Ambatondrazaka, Antananarivo, Ambovombe, Tolagnaro, Toliara, Sakaraha, Mahajanga, Antsiranana, Fianarantsoa, Miarinarivo, Morondava, Sambava, Antsohihy, Antsirabe, Manakara, Mananjary ;
- Célébration de la Journée internationale des Personnes Agées dans la région Analamanga ;
- 5 559 personnes vulnérables et/ou de victimes de violences basées sur le genre accompagné et/ou bénéficiaires d'appui en réinsertion économique ;
- Construction de cinq (5) bâtiments techniques et / ou administratifs à Soanierana Ivongo, Vatovavy, Mandritsara, Brickaville, Antalaha et deux (2) centres de rencontre des personnes âgées à Fénérive Est et Sainte Marie ;
- Acquisition de cinq (5) voitures 4x4 pour les 5 régions cibles du projet FSS (Filets Sociaux de Sécurité) ;
-

81-MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE (MEN)

- Recrutement de 9709 Enseignants Non Fonctionnaires (ENF FRAM) ;
- Construction de 241 bâtiments scolaires suite au passage du Cyclone Enawo ;
- Subvention de 49 141 Enseignants Non Fonctionnaires (ENF FRAM) ;
- Construction de 03 centres d'apprentissage dans 03 régions : Atsimo-Andrefana, Anosy et Atsimo-Atsinanana ;

- Réalisation d'une formation pour les responsables centraux et régionaux sur l'éducation préscolaire ;
- Réalisation de 45 missions dans 18 régions : collecte de données et missions de suivi ;
- Construction et réhabilitation de bâtiments administratifs (logement administratif sis à Tsimbazaza, logement administratif au CEG Masianaka Vangaindrano région V7V, CRINFP Antalaha, bureau administratif (R+4) sis à Nanisana, logements administratifs sis à JJ Rabearivelo Analakely) ;
- Réhabilitation salle de conférence MEN Central ;
- Construction de 108 salles de classe pour les EPP, 70 salles de classes pour les lycées dans les 22 Régions ;
- Dotation en équipement numérique de 100 établissements scolaires et installation de panneaux solaires dans 300 établissements ;
- ...

83-MINISTERE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MEETFP)

- Réalisation de la Commission Nationale d'Affectation ;
- Recrutement des Formateurs en BTP et en THR pour le Centre de Formation Professionnelle Mandaniresaka Antsirabe en partenariat avec la Fondation MOHAMMED VI ;
- Traitement et prise en charge de 907 patients ;
- Signature de 2 conventions partenariales ;
- Finalisation du projet de texte relatif au cadre normatif des formations en alternance ;
- Formation de 74 jeunes déscolarisés en métiers de base ;
- Réhabilitation des : 03 Centre de Formation Professionnelle ; préau et canalisations des bâtiments centraux ; 01 petit amphithéâtre ; des bâtiments annexes de la Direction Régionale Atsinanana (Foulpointe) et de la Direction Régionale Analanjirofo, et 01 terrain de basket au LTP Nosy be. ;
- ...

84-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESUPRES)

- Paiement des salaires PAT au titre du 4ème trimestre 2018 ;
- Versement d'une subvention destinée au paiement de dépenses de fonctionnement du Bac 2018 ;
- Rapatriement de 08 étudiants ayant terminé leurs études à l'extérieur : Chine (02), Maroc (06) ;
- Versement d'une subvention destinée au paiement de la part contributive de Madagasikara AIEA Autriche, Budget ordinaire (B.O) et Fonds de Coopération Technique (FCT) ; AIEA USA, Budget ordinaire (B.O), Traité sur l'Interdiction Complète des Essais Nucléaires (TICEN) ;

- Sortie des résultats bac 2018 : taux de réussite 47,04 % (Enseignement Général) et 53,70 % (Enseignement Technique) ;
- Tenue de réunion du bilan Bacc au mois de décembre 2018 à Mahajanga ;
- Organisation de la 4ème édition de l'Universiade à Ambositra du 17 au 24 novembre 2018 ;
- Envoi de 20 étudiants ayant obtenu de bourses d'études à l'étranger : Suisse (01), Maroc (06), Russie (13) ;
- Signature de convention-cadre régissant la plateforme nationale tripartite pour la recherche, l'innovation et l'emploi, en partenariat avec GEM, FIVMPAMA, CTM (05 décembre 2018).
- Rencontres entre les chercheurs de la communauté universitaire et les professionnels des énergies renouvelables lors de la 6ème édition du Forum National de l'Energie Renouvelable et de l'Environnement FNRE à Antsiranana : présentation des travaux de recherche concernant le domaine des énergies renouvelables et son environnement, remise de prix pour les lauréats du concours (24 octobre 2018) ;
- ...

86-MINISTERE DE LA CULTURE, DE LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (MCPASP)

- Déposition des instruments de ratification du « Deuxième protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, adoptée en 1954 auprès de l'UNESCO et révision de la Convention d'UNIDROIT sur les biens culturels volés ou illicitement exportés adoptée en 1995 par rapport à la procédure de restitution » et la « Convention 1972 sur la protection du Patrimoine Mondial Culturel et Naturel ».
- Réforme structurelle du CNM : Adoption de la Stratégie organisationnelle du CNM, Mise en œuvre d'un programme d'études uniformes et applicable dès la rentrée académique 2018-2019, Préparation administrative aux procédures de délivrance de diplômes.
- Recensement des artistes, des acteurs culturels et de l'organisation des œuvres artistiques (25 artistes œuvrant dans les arts traditionnels locaux, 2 tradi-praticiens recensés ;
- Appui à l'organisation des événements culturels : réalisation des diverses expositions, appui technique aux festivals et aux journées internationales relatives à la culture
- Travaux de restauration du Rova d'Ambohidrabiby : travaux réalisés estimés à 80 %, Travaux d'entretien : Bloc sanitaire du Rova Manjakamiadana, Parking devant le bureau du ministère à Anosy, Muraille de Mahavelona Foulpointe, Tamatave ;
- Restauration et réhabilitation du site : consolidation du sol du palais Mahandrihono, remplacement total de la toiture des toilettes, remplacement des balustres endommagés,

renforcement des chevilles des portes, des fenêtres et de la varangue du palais de Manjakamiadana ;

- Poursuite des actions de prévention, de recherche et de répression des infractions : Œuvres artistiques : 3 descentes, 7 individus arrêtés et 115 œuvres contrefaits (CD et DVD) saisis, Œuvres littéraires : 2 descentes, 2 individus arrêtés, 03 livres contrefaits saisis ;
- Vulgarisation du Code de l'Artisanat ;
- Recensement des artisans dans la Région Analamanga : distribution des fiches de recensement et Atelier avec la participation des 50 artisans ;
-

III.3 REALISATIONS SECTORIELLES : SECTEUR PRODUCTIF

1. Performance par rapport aux résultats attendus

Au début de l'année 2018, le secteur productif était composé de sept (07) ministères, mais après l'adoption de la nouvelle structure gouvernementale au mois de Juin 2018, le nombre des Ministères composant ce secteur est passé à six (6). Ces derniers sont en charge de sept (7) Missions, vingt (20) Programmes et l'atteinte de quatre-vingt-quatre (84) Indicateurs de résultats.

Tableau 12 : Evolution de la réalisation trimestrielle des indicateurs du Secteur Productif

3 ^{ème} Trimestre 2018	4 ^{ème} Trimestre 2018				
ATTEINTS	ATTEINTS	NON ATTEINTS	NON DISPONIBLES	AUTRES	TOTAL
33 / 84	32	36	10	6	84

Source : Documents de suivi des Institutions/Ministères

Durant le 4T2018, le nombre des indicateurs atteint s'élevait à 32 sur un total de 84, soit un taux de réalisation de 38%, accusant une légère baisse par rapport au 3T2018 (32 contre 33). Remarquons que 36 indicateurs n'étaient pas atteints à cause de : l'omission de programmation, et des dossiers restés en instance ou en difficultés techniques particulières. Pour ce qui sont des dix (10) indicateurs non disponibles, les entités responsables du suivi-évaluation ont avancé le manque d'informations à leur disposition.

2. Performance budgétaire

Recettes :

Dans son ensemble, les recettes non fiscales recouvrées ont suivi une trajectoire en dent de scie au cours des quatrièmes trimestres des trois dernières années. En effet, elles s'élevaient à 133.02 milliards d'Ariary au 4T2016 pour descendre à 19.42 milliards d'Ariary au 4T2017 et remonter à 32.96 milliards d'Ariary au 4T2018.

Cette situation a été également observée au niveau des deux composantes de ce poste de recette : le Budget général et les Comptes Particuliers du Trésor.

Tableau 13 : Recouvrement des recettes du Secteur Productif

En milliards d'Ariary

NATURE (hors dons et hors recettes en capital)	4ème trimestre 2016			4ème trimestre 2017			4ème trimestre 2018		
	PREVISION	RECOUVREMENT	TAUX	PREVISION	RECOUVREMENT	TAUX	PREVISION	RECOUVREMENT	TAUX
Budget Général	10,60	94,65	892,88	9,00	18,78	8,62%	9,35	29,93	320,17
Compte particulier du Trésor	14,57	38,37	263,35	12,01	0,64	5,31%	1,77	3,01	171,55
TOTAL	25,17	133,02	528,45	21,01	19,42	92,40	11,11	32,96	296,59

Source : Documents de suivi des Institutions/Ministères

Dépenses :

La comparaison des données budgétaires triennales, depuis 2016, met en évidence une fluctuation des crédits modifiés au niveau du Budget Général et des Comptes Particuliers du Trésor, et parallèlement une hausse régulière des engagements de dépenses. Remarquons que pour le cas du Budget Annexe, les derniers crédits engagés ont été comptabilisés en 2016 pour un montant de 3,21 milliards d'Ariary puisqu'il n'y a aucune inscription pour les années 2017 et 2018.

L'analyse des différentes catégories du Budget Général démontre que les mouvements au niveau des Investissements sur financement externe sont les principales causes de ces fluctuations. Quant à la Solde, en comparant la situation des engagements sur le 4T2016 et le 4T 2018, un écart additionnel de 15.53 milliards d'Ariary a été constaté. Il en est de même pour le fonctionnement hors solde, lequel a augmenté de 17.77 milliards d'Ariary.

La réalisation la plus marquante a été aperçue au niveau des investissements, spécifiquement ceux sur financements externes. En effet, les engagements relatifs à ces derniers sont passés de 32.73 milliards d'Ariary au 4T 2016 à 382.15 milliards d'Ariary au 4T2018, ramenant ainsi le niveau global des investissements engagés à un montant de 453.0 milliards d'Ariary au 4T2018. Ceci s'explique, entre autres, par la levée du taux de régulation, conjuguée avec le travail sur l'efficacité des procédures des marchés publics et la ponctualité des décaissements.

Tableau 14 : Evolution des engagements cumulés au 4T du secteur productif pour les années 2016, 2017 et 2018.

En milliards d'Ariary

NATURE	4 ^{ème} trimestre 2016			4 ^{ème} trimestre 2017			4 ^{ème} trimestre 2018		
	CREDIT MODIFIE	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)	CREDIT MODIFIE	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)	CREDIT MODIFIE	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)
SOLDE	33,92	33,81	99,68	37,96	37,94	99,95	49,55	49,34	99,58
HORS SOLDE	28,86	27,16	94,13	40,75	38,48	94,42	47,71	44,93	94,16
<i>Biens et Services</i>	9,99	9,17	91,81	19,11	18,02	94,29	22,93	21,67	94,51
<i>Indemnités</i>	5,45	4,70	86,23	6,56	5,72	87,29	7,07	6,32	89,37
<i>Transferts</i>	13,42	13,30	99,07	15,08	14,73	97,68	17,71	16,94	95,62
INVESTISSEMENT	365,69	84,36	23,07	626,40	383,62	61,24	491,87	453,00	92,10
<i>Financement Interne</i>	68,27	51,63	75,62	96,06	81,24	84,57	92,85	70,85	76,31
<i>Financement Externe</i>	297,43	32,73	11,01	530,34	302,27	57,02	399,03	382,15	95,77
TOTAL BUDGET GENERAL	428,87	145,34	33,92	705,12	460,04	65,24	589,14	547,27	92,89
BUDGET ANNEXE	14,49	3,21	22,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
COMPTE PARTICULIER DU TRESOR	33,92	33,81	99,68	20,53	6,04	29,42	26,06	8,65	33,18

Source : SIIGFP

3. Autres informations

Mouvement de crédits opérés	ECD recrutés	Caisse d'avances créées	EPN approuvés	Marchés publics passés
-10 Arrêtés -02 Décrets	- 1 434	-CAUE : 02 -CAR : 196	-CA 2017 : 9/18 -Budget 2018 : 17/18	-114 MAOO : 30,94 milliards Ar -03 MAOOI : 32, 87 milliards Ar -30 MDC : 0,72 milliards Ar -05 MDP : 4,55 milliards Ar -01 MGG : 0,021 milliards Ar

4. Principales réalisations du secteur

34-MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

(MIDSP)

- Organisation de l'atelier - Forum (2^{ème} édition) sur le développement des Coopératives à Madagascar dans le cadre du Projet d'amélioration de l'environnement des Coopératives à Madagasikara, en partenariat avec le NCBA – CLUSA (National Cooperative Business Association-CLUSA International) comprenant l'élaboration de la politique et stratégie nationale de développement des entreprises coopératives à Madagasikara et la mise à jour des cadres légaux sur les coopératives à Madagasikara ;
- Mise en œuvre de la stratégie de développement industriel : organisation d'une réunion avec l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) et la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar (FCCIM) ;
- Mise en place effective et opérationnalisation d'une antenne du MIDSP à Ambovombe (Région Androy) : ressources humaines affectées et installées, matériels et mobiliers octroyés par le PNUD, local mis à disposition par la Chambre de commerce et d'Industrie (CCI) Androy ;

- Participation à la réunion de restitution finale et validation de la feuille de route sur la mise en œuvre de l'Accord sur la Facilitation des Echanges (AFE) avec le CNFE (Comité National sur la facilitation des Echanges) ;
- Redynamisation des Entreprises à participation de l'Etat sous tutelle du MIDSP : la SECREN (nomination des nouveaux membres du Conseil d'Administration de la SECREN, présentation communication verbale relative à la mise en œuvre de l'assainissement, la modernisation et pérennisation du développement de la SECREN) et la SIDEMA (élaboration des Projets de relance et de modification des statuts, nomination du nouveau Directeur Général, nomination d'un représentant du MIDSP, Sortie de la 4^{ème} promotion « TAVANDRA » du Centre de Formation Technique et Professionnel (CFTP) de la SECREN ;
- Promotion des filières porteuses : filière Cacao par la validation du Plan National Cacao, Mini-Sucrerie par l'avancement de la mise en place de l'usine à Mahatalaky (Anosy) en partenariat avec l'ONUDI et le CMCS, filière coton par la vérification des données d'encadrement en présence des opérateurs sur terrains (MSG- TIANLI AGRI- KFBMH- INDOSUMA), filière Baie rose avec une production de 108 tonnes en 2018, filière Miel par le définitions des activités 2019 par chaque entité (Elevage, DRCC, DIRI, CCI,) ;
- Participation à l'atelier de validation du système d'information et des indicateurs du Système National Intégré de Suivi Evaluation (SNISE) en lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) ;
- Promotion des coopératives dans la région d'Androy : structuration en coopérative des taxis ville (mise en conformité, octroi de license, autorisation d'exploitation, cahier de charge) et des groupements de pêcheurs (collecte d'information avec la Direction Régionale de la Pêche et des Ressources Halieutiques) ;
- ...

35-MINISTERE DU TOURISME (MinTOUR)

- Délivrance de 347 autorisations, d'avis préalable et de licences pour les établissements touristiques ;
- Contrôle de 363 établissements touristiques ;
- Etude de 12 dossiers de demande de classement des établissements touristiques ;
- Sensibilisation et formation de 120 opérateurs touristiques sur la lutte contre le Tourisme Sexuel Impliquant les Enfants (TSIE) et l'Exploitation Sexuelle des Enfants à des fins commerciales (ESEC) ;
- Suivi de 223 établissements touristiques sur l'engagement du code de bonne conduite ;

- Participation et soutien à 09 évènements à vocation touristique ;
- Organisation et participation à 06 évènements et salons internationaux du tourisme ;
- Promotion du tourisme national par le biais d'organisation de 06 conférences-débats portant sur le thème « Le Tourisme, un levier de développement »
- Evaluation de 317 candidats aux métiers des guides touristiques ;
- Remise de 202 Agréments, de 142 cartes professionnelles et de 142 badges de guides touristiques ;
- Régularisation des Réserves Foncières Touristiques (Ibity, Andraikiba, Antsirika) ;
- Formation de 47 Formateurs aux métiers du tourisme en Approche par compétences ;
- ...

41-MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (MinAE)

- Formation de 762 agents : 730 agents formés au niveau local et 32 autres à l'extérieur ;
- Irrigation de 46 616 ha de Superficies hydroagricoles dans vingt-deux (22) régions ;
- Mises à disposition de 2 891 T de semences et engrais dans les 22 régions pour 132 766 bénéficiaires ;
- Distribution de 20151 Petits Matériels Agricoles pour 19 262 bénéficiaires dans vingt (20) régions ;
- Traitement d'une superficie de 56 045 ha contre l'invasion des organismes nuisibles au développement des plantes ;
- Traitement d'une superficie de 976 ha dans la lutte antimurine dans quatre (4) régions ;
- Traitement d'une superficie de 4 060 ha dans la lutte contre les Chenilles légionnaires d'Automne (CLA) avec l'homologation d'un pesticide biologique testé en collaboration avec la FOFIFA. Cette lutte a été effectuée dans onze (11) régions ;
- ...

43-MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PÊCHE (MRHP)

- Délivrance de 1193 permis de collecte de produits d'origine marine ;
- Délivrance de 706 permis de collecte en eau douce ;
- Délivrance de 304 licences de pêche ;
- Délivrance de 14345 cartes de pêcheurs ;
- Délivrance de 1062 cartes mareyeurs ;
- Immatriculation de 10344 pirogues ;
- Reboisement de 393,36 ha de mangroves ;

- 25 Evaluation EIE/PREE ;
- Contrôle et Surveillance des pêches : 440 jours de missions de contrôle terrestre et 3672 nombre de jours d'embarquement ;
- Formation de 260 agents du MRHP à l'intérieur et à l'extérieur ;
- Elaboration d'un plan d'aménagement de pêcheries ;
- Construction de 04 marchés de poisson ;
- Mise en place de 02 nouvelles Circonscriptions des Ressources Halieutiques et de la Pêche ;
- Formation de 6364 pêcheurs ;
- ...

44-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, ÉCOLOGIE, ET DES FORÊTS (MEEF)

- 25 thèmes sont dispensés dans le cadre de la sensibilisation et de la formation ;
- Construction et rénovation de 08 Bâtiments (5 au niveau des cantonnements et 3 au niveau central) ;
- 1050 contrôles forestiers ont été effectués ;
- 6802,98 ha de superficie brûlée très inférieure à la surface maximale prévue qui est de 15000 ha ;
- Reboisement et restauration de 20420,21ha ;
- Fonctionnalisation de 357 pépinières ;
- Traitement de 38 Plaintes environnementales ;
- 285 contrôles environnementaux ;
- Répartition de 836 ha de bassins versants critiques dans 2 régions de Madagasikara ;
- Collecte et recyclage de 50 Tonnes de papiers ;
- ...

53-MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE (MMP)

- Délivrance de six (06) laissez-passez spécial et autorisations de collecte, quatre (04) groupements bénéficiaires de formation (Sakaraha) ;
- Recensement de 15 couloirs d'orpaillages, 1306 galeries « FATANA », 82 collecteurs (Ambilobe) ;
- Vulgarisation de textes : 11 CTD, 13 STD et 72 Opérateurs dont 6 permissionnaires 40 autorisations de collectes délivrées et 57 shops recensés (Andohanilakaka) ;
- Elaboration d'une Stratégie de développement durable pour l'exploitation minière artisanale et à petite échelle en cours (SDDEMAPE) ;

- Autorisations relatives à l'utilisation de substances explosives et détonantes pour : 130 achat habituel, 10 achat occasionnel, 189 transferts, 435 transfert occasionnel, 37 importations, 2 exportations, 4 cessions ;
- Saisie de substances minières : 7 cas sans demande de transaction, 1 cas avec décision de transaction, 2 cas avec mainlevée ;
- Convention de recherche : élaboration d'une convention entre Madagasikara (Ministère des Mines, Ministère de la Culture et Université de Madagasikara) et Denver Museum Nature and Science, USA ;
- Traitement et Analyse des images satellitaires : cartographie géologiques et prospection stratégiques à échelle 1/50 000 dans les zones aurifères de Mananjary, Maevatanana et Miarina Avaratra ;
- Projet AEITF : préparation du transfert de la lithothèque du BRGM vers les locaux du Ministère ;
- Participation aux stages et formations extérieurs : 5 agents dont 3 à la compétition « Remote Sensing » et 2 au « Workshop » de SADC/JOGMEC, Botswana ; 4 agents sur la Technologie minérale et géologique de la China Geological Survey, Antananarivo ; 1 agent sur la numérisation des données géologiques et cartographie des minéraux de développement à Dar-es-Salam ;
- ...

III.4 REALISATIONS SECTORIELLES : SECTEUR ADMINISTRATIF

1. Performance par rapports aux résultats attendus

Le secteur administratif est constitué de six (6) Institutions et douze (12) Ministères ayant vingt-deux (22) Missions, soixante-dix (70) Programmes et trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) Indicateurs à atteindre.

Le tableau ci-après représente l'évolution de la réalisation des indicateurs durant les quatre trimestres.

Tableau 15 : Evolution de la réalisation trimestrielle des indicateurs du Secteur Administratif

1 ^{er} Trimestre 2018	2 ^{ème} Trimestre 2018	3 ^{ème} Trimestre 2018	4 ^{ème} Trimestre 2018				
ATTEINTS	ATTEINTS	ATTEINTS	ATTEINTS	NON ATTEINTS	NON DISPONIBLES	AUTRES	TOTAL
194/387	215/393	223/398	255	121	9	13	398

Source : Documents de suivi des Institutions/Ministères

Le bilan du quatrième trimestre de l'année 2018 pour ce secteur fait état d'un taux de réalisation de 64,08% des indicateurs, soit 255 indicateurs atteints sur les 398 prévus dans la LFR.

Par rapport au trimestre précédent, cette performance a augmenté de 8 points, grace à la performance de certains Institutions/Ministères tels que le SEMDNG (100%), le MAE (90%), la PRIMATURE (87%), la HCC (83%), le CENI (82%), l'AN (80%), le MCC (75%) et le MCRI (75%).

2. Performance budgétaire

Recettes

Le tableau ci-après illustre la réalisation en termes de recette au cours des quatrième trimestres des trois dernières années

Tableau 16 : Recouvrement des recettes du Secteur Administratif

En milliards d'Ariary

NATURE	4 ^e Trimestre 2016			4 ^e Trimestre 2017			4 ^e Trimestre 2018		
	PREVISION LFR	RECOUVREMENT	TAUX (%)	PREVISION LFR	RECOUVREMENT	TAUX (%)	PREVISION LFR	RECOUVREMENT	TAUX (%)
RECETTES FISCALES	3 587,11	3 635,24	101,34	4 081,00	4 158,00	101,89	5 102,10	4 977,07	97,55
Impôts	1 918,41	1 954,34	101,87	2 104,00	2 132,00	101,33	2 775,00	2 549,17	91,86
Douanes	1 668,70	1 680,90	100,73	1 977,00	2 026,00	102,48	2 327,10	2 427,90	104,33
RECETTES NON FISCALES	124,54	219,13	175,95	118,46	146,96	124,06	219,03	150,71	68,81
TOTAL GENERAL RECETTES	3 711,65	3 854,37	103,85	4 199,46	4 304,96	102,51	5 321,13	5 127,78	96,37

Sources : Situation DGI/DRP/SSP du 05/01/2019, Situation_Décembre_31/12/2018_prov (cesb), Documents de performance des Institutions et Ministères 4T 2019

Les recouvrements des recettes fiscales ont connu des hausses continues au cours des quatrième trimestres de trois dernières années, soit +14,38% entre le 4T2016 et le 4T2017, et +19.70% entre le 4T2017 et le 4T2018, se traduisant en écart nominal respectif de 522,76 milliards d'Ariary et de 819,07 milliards d'Ariary.

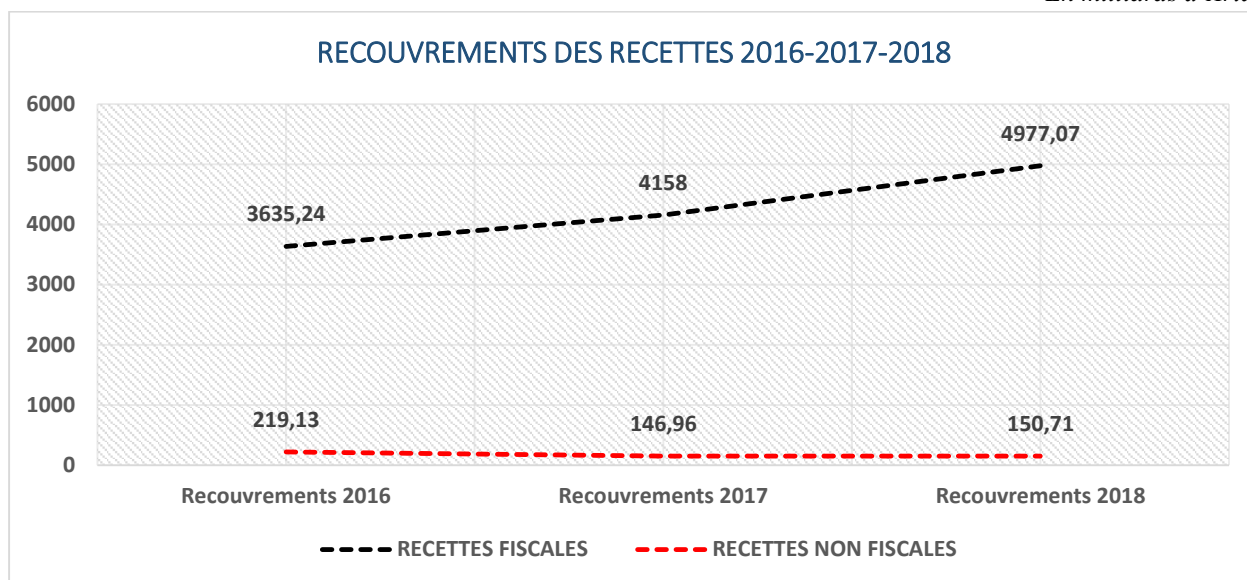
Quant aux recettes non fiscales, celles recouvrées au 4T2017 se sont situées à un niveau de 72,17 milliards d'Ariary en moins par rapport à celui du 4T2016, passant de 219,13 milliards d'Ariary à 146,96 milliards d'Ariary. A contrario, la réalisation au 4T2018 s'est améliorée de 3,75 milliards d'Ariary par rapport à la situation du 4T2017.

Globalement, durant la période en revue, une amélioration des recouvrements de 576.66 milliards d'Ariary en moyenne a été constaté, soit 14.90%.

Remarquons que pour les recettes non fiscales, la réalisation du Compte Particulier du Trésor au 4^{ème} trimestre du Ministère des Finances et du Budget est en cours de finalisation et n'a pas été incorporée dans le calcul.

Graphe 5 : Recouvrement des recettes 2016 à 2018 du Secteur Administratif

En milliards d'Ariary



Source : Documents de suivi des Institutions/ Ministères

Dépenses

L'engagement total des dépenses au niveau du secteur administratif, tout budget confondu, a atteint un montant de 4 260,76 milliards d'Ariary, avec un taux de réalisation de 92,56% du budget total alloué.

Au cours du 4T2018, le Budget Général a été exécuté à hauteur de 95,82% contre 90,28% au 4T2017. Cette performance budgétaire a été tirée à travers toutes ses composantes. Entre autres, le paiement de l'intérêt de la dette a atteint les 363,61 milliards d'Ariary, représenté par un taux d'engagement de 94,64%, les dépenses de solde à 1 040,65 milliards d'Ariary (99,83% d'engagement), les dépenses de fonctionnement hors solde à 1 404,18 milliards d'Ariary (92,42% d'engagement), ainsi que les dépenses d'investissement à 712,75 milliards d'Ariary (97,80% d'engagement). Le tableau ci-après montre la réalisation des dépenses au cours de l'année 2018.

Tableau 17 : Evolution des engagements cumulés au 4T du secteur administratif pour les années 2016, 2017 et 2018

En milliards d'Ariary

NATURE	4 ^{ème} trimestre 2016			4 ^{ème} trimestre 2017			4 ^{ème} trimestre 2018		
	CREDIT MODIFIE	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)	CREDIT MODIFIE	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)	CREDIT MODIFIE	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)
INTERET DE LA DETTE	322,70	290,15	89,91	345,16	345,07	99,97	384,20	363,61	94,64
SOLDE	855,04	852,28	99,68	914,43	914,06	99,96	1 042,40	1 040,65	99,83
HORS SOLDE	3 105,16	2 949,77	95,00	1 935,47	1 765,06	91,20	1 519,28	1 404,18	92,42
Biens et Service	1 984,78	1 835,20	92,46	353,70	281,03	79,45	372,01	265,40	71,34
Indemnité	119,67	114,69	95,84	143,24	136,83	95,52	157,13	151,75	96,58
Transfert	1 000,71	999,88	99,92	1 438,53	1 347,21	93,65	990,15	987,02	99,68
INVESTISSEMENT	508,07	259,24	51,02	656,95	453,56	69,04	728,81	712,75	97,80
Financement Interne	311,51	108,90	34,96	249,89	203,97	81,62	413,76	387,28	93,60
Financement Externe	196,56	150,34	76,49	407,06	249,58	61,31	315,05	325,47	103,31
TOTAL BUDGET GENERAL	4 790,96	4 351,44	90,83	3 852,02	3 477,75	90,28	3 674,69	3 521,18	95,82
BUDGET ANNEXE	19,98	13,15	65,82	23,14	7,40	32,00	29,05	10,79	37,14
COMPTE PARTICULIER DU TRESOR	1 486,65	1 114,59	74,97	1 168,88	1 079,30	92,34	899,37	728,79	81,03
TOTAL GENERAL	6 297,59	5 479,18	87,00	5 044,04	4 564,45	90,49	4 603,11	4 260,76	92,56

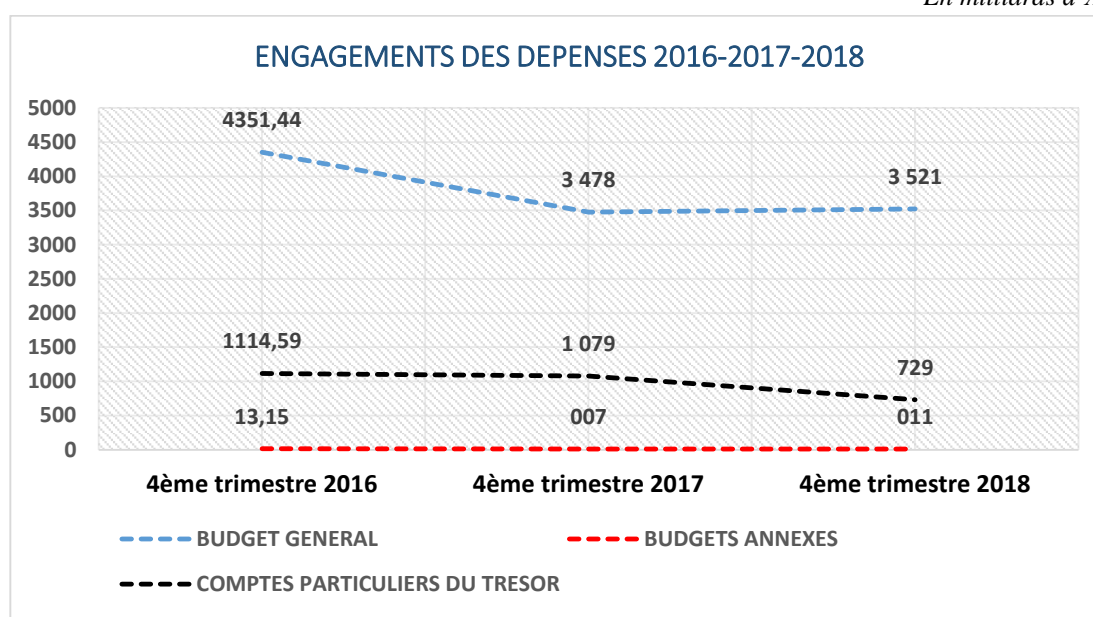
Source : Situation SIIGFP au 31/12/2018 extraite au 06/01/2019

En ce qui concerne les Budgets Annexes, l'engagement des dépenses s'est situé à environ 10,79 milliards d'Ariary au cours du 4T2018, soit un taux d'exécution de 37,14%, contre 7,40 milliards d'Ariary pour la même période en 2017 (taux d'engagement de 32,00%).

Pour les Comptes Particuliers du Trésor, l'exécution de dépenses a été de 728,79 milliards d'Ariary, avec une baisse de 350,51 milliards d'Ariary par rapport au 4T 2017.

Graphe 6 : Engagements des dépenses du Secteur Administratif

En milliards d'Ariary



Source : Situation SIIGFP

3. Autres informations :

Mouvement de crédits opérés	ECD recrutés		Caisse d'avances créées	EPN approuvés	Marchés passés (4T 2019)
33 Décrets 204 Arrêtés	2257		389 CAR 56 CAUE	-Compte administratif 2017 :20/29 -Budget Programme 2018: 26/29	159 MAOO : 63,58 Mds 15 MAOR : 5,30 Mds 3 MDC : 1,39 Mds 10 MGG : 8,13 Mds

4. Principales réalisations du secteur

ACTIVITES SIGNIFICATIVES DES INSTITUTIONS (PRM-SENAT-AN-HCC-PRIMATURE-CRM) :

1- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE (PRESIDENCE)

- Réalisation à 99% de travaux de réhabilitation des sites présidentiels : réhabilitation des résidences présidentielles à Antsiranana, Mahajanga, Toamasina, Antsirabe, Mantasoa, Ampefy ;
- Rapport d'assistance technique de l'EDBM Mois d'Août à Octobre livré ;
- Coaching et formation des responsables de l'EDBM en ciblage, accueil et facilitation, licence et autorisation, Suivi et « aftercare » effectués ;
- Validation finale du Rapport d'élaboration d'une Stratégie nationale de développement du Secteur Textile : 22 Novembre 2018 ;
- Campagne de promotion au niveau international : participation à l'AÇ30A ;
- EXPO & TRADE FAIR (25 au 30 Septembre 2018 au New York Marriot) et au FORUM MONDIAL DE L'INVESTISSEMENT (du 22 au 26 Octobre 2018 à Genève-Suisse).
- 25 agents formés des Douanes de la Région de SAVA sur Gestion administrative des ressources humaines, Plan de formation, Régimes économiques, Procédures de dédouanement et Application AGECO ;
- Implémentation de SYDONIA World au niveau des bureaux de Toamasina (Toamasina-Pétroles, Sainte Marie et Betainomby) ;
- Participation du Comité de Sauvegarde de l'intégrité au sein de la Commission consultative (sur les textes électoraux) : la transparence des financements de campagne électorale, le plafonnement des
- Dépenses de campagnes, les propositions de sanctions aux manquements, institution d'un organe de contrôle, responsabilisation des candidats à l'élection présidentielle à adhérer à la Charte d'intégrité et de bonne conduite en vue de l'élection présidentielle ;
- 30 rapports de vérification ayant fait l'objet des recommandations diffusés ;

- Collecte et consolidation de la situation globale des investissements publics pour le compte de l'année 2018 ;
- Centre de santé du Commune Rurale Sandrandahy fonctionnel ;
- Deux routes opérationnelles, Construction et réhabilitation de bâtiments scolaires ; (Fiaferana, et autres régions) ;
- Adoption de la nouvelle loi LBC/ FT (Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme) au niveau du Parlement le 31/12/2018 ;
- Déploiement du SAFI dans le centre pilote. Transfert progressif des données vers le nouveau système.
- ...

2 – SENAT

- Paiement des arriérés des indemnités des missions intérieures du personnel et des agents de sécurité ;
- Réalisation de 3 missions intérieures afin de sensibiliser et conseiller les CTD ainsi que faire le rapport des sessions aux électeurs ;
- Réalisation de 24 missions extérieures des sénateurs comme des rencontres parlementaires, rencontre avec les partenariats étrangers, Assemblée générale du réseau libéral d'Afrique, 49^{ème} Session ACP Bruxelles, 138^{ème} Assemblée de l'UIP, Congrès Fédéral de l'Alliance démocratique, participation à l'IPHEX 2018, Forum International sur le développement du parlementarisme, 2^{ème} Forum mondial des parlementaires sur le développement durable, Assemblée Générale Statutaire, 7^{ème} Conférence Internationale des Parlementaires (IPCI), Conférence Internationale sur le Planning Familial, 52^{ème} Session ACP-UE , Accord de coopération décentralisée, Sommet annuel des Femmes Politiciennes à Islande ;
- Réalisation des 2 sessions ordinaires et une session extraordinaire ;
- Réalisation des portes ouvertes à la province pour faire connaître les rôles du parlement ;
- Paiement des loyers de bureaux ;
- Adoptions de 36 lois ;
- Mise en place d'antenne du SENAT à Toamasina.
- ...

3 – ASSEMBLEE NATIONALE (AN)

- Paiement des salaires et accessoires des membres du personnel administratif et de sécurité, des assistants parlementaires, des conseillers techniques et des assistants techniques pendant 12 mois, ainsi que les avantages et indemnités liées à la fonction, les cotisations CPR et CRCM ;
- Règlement des factures de la JIRAMA ;
- Remboursement des frais médicaux des députés et des agents de l'Assemblée Nationale ;
- 07 évacuations sanitaires des députés en Inde et à l'île Maurice ;
- Règlement des factures du Centre Hospitalier de Soavinandriana et de l'Institut Pasteur de Madagascar ;
- Réalisation de la 1ère, de la 2ème session ordinaire 2018 et des quatre (04) sessions extraordinaires des députés et adoption de quarante-six (46) lois ;
- Paiement des salaires et accessoires de 150 députés (12 mois) ;
- Réalisation des déplacements extérieurs pour participer à quatre-vingt-dix-sept (97) réunions internationales ;
- Organisation des réceptions à l'occasion des séances plénières pendant la 1ère et la 2ème session ordinaire, ainsi que pendant les quatre (04) sessions extraordinaires ;
- Règlement des cotisations annuelles auprès de trois (03) organismes internationaux tels que l'Union Interparlementaire, l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie et l'Association des Secrétaires Généraux des Parlements ;
- ...

4- HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE (HCC)

- Envoi des juges et des cadres à l'extérieur pour renforcement de capacités et d'échanges d'expériences ;
- Organisation des séances d'information, de sensibilisation et d'appropriation des textes régissant les élections au niveau des 6 provinces ;
- Deux (02) applications de gestion de résultats et de contentieux électoraux développées ;
- Réhabilitation des bâtiments et travaux de gros œuvres d'un bâtiment R+2 ;
- Achat de divers matériels informatiques, électriques, électroniques et téléphoniques.
- ...

5- PRIMATURE

- Réception des 16 transferts (TMNC) par les 57 343 ménages bénéficiaires ; (FID/FSS-SA)
- Réception des 05 transferts (TMDH) par les 65 000 ménages bénéficiaires ; (FID/FSS-SA)

- Réception de deux tranches du fonds de redressement par les 56 449 ménages bénéficiaires ; (FID/FSS-SA)
- Réhabilitation de 30 infrastructures communautaires de base ; (FID/FSS-SA)
- Réception du 14ème transfert TDMH par les 39 720 ménages bénéficiaires ; (FID/FSS)
- Réalisation et réception de 932 chantiers ACTP, paiement de 32 500 ménages contre 2 376 292 personnes jours ; (FID/FSS)
- Réception des travaux des 94 Chantiers ACT post catastrophe ; (FID/FSS)
- Réhabilitation des 24 infrastructures de base sur les 27 programmés. 03 autres infrastructures sont en cours de travaux ; (FID/FSS)
- Participation de la CICLD à l'atelier organisé par le CNLS dans le cadre de la validation du Plan Stratégique National de la Lutte contre le VIH/Sida, (C.I.C.L.D)
- Compilation des statistiques recueillis sur le trafic de drogue auprès de la Police Nationale, de la Gendarmerie Nationale et des Douanes, (C.I.C.L.D)
- Transmission de 03 fiches d'informations et de renseignements sur le trafic de drogue à SEM le Premier Ministre ; (C.I.C.L.D)
- Distribution de 137 dépliants sur la CICLD et de 28 affiches sur les méfaits de la drogue, (C.I.C.L.D)
- 2 expositions : 21 au 26 juin 2018 et 09 novembre 2018 (Clôture du Centenaire de la 1ère Guerre Mondiale). (D.A.N)
- ...

6-CONSEIL DU FAMPIHAVANANA MALAGASY (CFM)

- Missions de descente sur terrain effectuées par les Membres du CFM dans diverses Régions et Communes afin d'intervenir dans la résolution des crises locales ;
- Participation du CFM sur la résolution de la crise du 21 avril 2018 ;
- Détermination des actions prioritaires par la Commission Refondation en vue d'élaborer des stratégies de refondation de la Nation et de la République à moyen et à long terme ;
- Mise en place du cadre de prévention de crises pré et post électorales ;
- Auditions, traitements et études des dossiers de demandes de Réparation et/ou Indemnisation et d'Amnistie reçus : 1229 dossiers ;
- Appel solennel à l'apaisement dans les médias par le Président du CFM ;
- Elaboration du projet de la Charte de bonne conduite et d'intégrité des candidats aux élections présidentielles 2018 (versions malagasy et française) par le Comité Paritaire ;
- Adoption des stratégies de résolution des conflits électoraux ;

- Adoption de l'Avant-projet de décret de création d'une Caisse Nationale de Réparation et d'Indemnisation (CNRI) et mise en place du Fonds National de Solidarité (FNS) ;
- Organisation du Haut Sommet du Président de la République et des anciens Chefs d'Etat, du 31 mai au 1er juin 2018 au Centre de Conférence Internationale Ivato en vue de trouver les moyens de sortie de crise d'avril 2018 ;
- Mise en place d'un suivi des foyers de tensions potentiellement liées aux élections en collaboration avec le Projet PEV-ECES (réunion organisée au siège du PEV) ;
- Organisation par le CFM de l'atelier sur « la Prévention des crises électorales » lors du 2ème tour de l'élection présidentielle à l'Hôtel Panorama ; - le renforcement de capacités des Membres du CFM en collaboration avec la Commission des Droits de l'Homme à l'Hôtel Carlton du 30 au 31 octobre dans le but d'accompagner le Gouvernement Malagasy à la préservation des acquis ;
- Adoption du projet de "CONSOLIDATION DE LA PAIX SOCIO-POLITIQUE" en partenariat avec l'Union Africaine.
-

7- CENI

- Réalisation du processus électoral aboutissant à l'élection du nouveau Président de la République de Madagasikara ;
- Fonctionnement des structures (centrale et territoriales) et prise en charge des dépenses y afférentes ;
- Renforcement des compétences en expertise et en gouvernance électorale. (Cf. Rapport Annuel d'Activités 2018 p. 21) ;
- Révision annuelle de la liste électorale pour les élections (RALE) de 2018 (Arrêtage de la liste utilisée pour l'élection présidentielle de 2018) ;
- Utilisation d'un TIC BUS pour une sensibilisation itinérante et pour la consultation du fichier électoral ;
- Mise en place d'une structure permanente appelée Comité local de recensement au niveau FKT pour l'exécution du recensement ;
- Vulgarisation dans toute l'île des nouvelles procédures et dispositions de la législation électorale : édition des recueils, guides pratiques, etc. ;
- Réalisation des 6 ateliers provinciaux d'appropriation des dispositions légales et réglementaires relatives aux élections et à l'élection présidentielle ;
- Campagne de sensibilisation inclusive avec la participation des parties prenantes conventionnées ;
- Réalisation des sessions de formation de formateurs en matière de recensement des votes (SRMV), de gestion des bureaux électoraux (BE) ;

ACTIVITES DES MINISTRES DE SOUVERAINETE (MAE-MDN-SEMDNG-MID-MSP- MINJUS) :

11- MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (MAE)

- Visite de travail de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères du 21 au 25 octobre 2018 à Moscou, Russie ;
- Conférence ministérielle de la TICAD le 06 et 07 octobre 2018 à Tokyo ;
- Facilitation des missions extérieures des dignitaires malagasy pour participer au dialogue entre les leaders traditionnels/royaux de l'Afrique du 29 octobre au 1er novembre 2018 à Malawi ;
- 10 projets d'accords bilatéraux en cours de négociations ;
- Accord de financement d'un prêt sans intérêt d'un montant de 8 000 000 euros relatif au projet de construction de centrales électriques hybrides photovoltaïques avec le Royaume de Belgique ;
- Etude de l'ouverture de l'ambassade malagasy en Côte d'Ivoire ;
- 3 réunions extraordinaires et statutaires effectivement assistées ;
- 7 présentations et coordinations des candidatures de Madagasikara dans les instances régionales ;
- 35 projets ou programmes issus des conventions régionales sont en cours de réalisation à Madagasikara ;
- Invitations et réunions ayant été honorées par Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères ; sommet des Leaders Mondiaux, COP24, 03 décembre 2018 à Katowice, Pologne ;
- 32 réunions et ateliers internationaux ayant vu la participation des autres Départements ministériels, autres organismes et Institutions facilitées ;
- 12 déploiements auprès des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ;
- 71 demandes de soutien de candidature reçues et traitées ;
- Organisations d'événements multilatéraux à Madagasikara tel que le forum régional Entreprendre en Francophonie 03-05 décembre 2018, Antananarivo et l'atelier sur la mise en œuvre du Traité sur le Commerce des Armes, 19-23 novembre, Antananarivo ;
- ...

12- MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE (MDN)

- Opérations de mobilisation contre la prolifération d'armes légères ;
- Envoi de 08 officiers en formation de longue durée (selon diverses spécialités) au Maroc ;
- Construction de l'Hôpital Militaire Régional n°01 d'Ampahibe ;
- Incorporation de la XLII^e PROMOTION des Elèves-Officiers de l'Académie Militaire d'Antsirabe ;
- Opérationnalisation des formations nouvellement mises en place : 2^e Bataillon Interarmes de Tsiroanomandidy, 2/RM3 Andilamena, 2/RM4 Maintirano, Bataillon Interarmes d'Ihoso ;

- Entretien et maintien en condition opérationnelle des infrastructures en milieux isolés de l'Armée de Terre des matériels aériens et infrastructures rattachées, des matériels navals et infrastructures rattachées ;
- ...

13- SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE (SEMDNG)

- Réalisation de 3865 contrôles et traitement de corruption courant l'année 2018 à 83,66% ;
- Accomplissement de 5002 patrouilles et interventions en M.O par les éléments de la GN durant l'année dernière ;
- Accomplissement de 13281 patrouilles (TPG et POR) par les éléments GN sur terrain ;
- Enregistrement de 26800 surveillances routières ;
- Commandement de 222 opérations ponctuelles de sécurisation ;
- Arrestation de 27690 individus par la GN au cours de la recherche des malfaiteurs ;
- VOL DE BŒUFS :
 - Récupération de 33261 bœufs volés sur les 57997 ;
 - Taux de récupération : 57,35%
 - Dahalo arrêtés : 1911
 - Dahalo tués : 786
- ACTE DE BANDITISME
 - Individus arrêtés : 932
 - Malfaiteurs tués : 136
- DECOUVERTE ARMES ET MUNITIONS
 - 149 armes découvertes dont 32 armes de guerre et 117 Fusils de Chasse avec 843 munitions
- ACCIDENT DE LA CIRCULATION :
 - 1103 cas dont 233 dégâts matériels et 870 corporels sont enregistrés durant l'année, 413 morts ;
-

14- MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION (MID)

- Octroi de 1136 visas longs séjour et 1029 cartes biométriques aux étrangers immigrants octroyés ;
- 03 naturalisations et 11 adoptions internationales, 30 Interdictions de sortie du territoire, 08 Visas non renouvelables, 03 Visas non renouvelables + Interdiction d'entrée, 08 Interdictions d'entrée, 09 annulation s de visa traités ;

- Poursuite des travaux de construction hangar de stockage des engins et véhicules spécialisés du BNGRC prépositionnels dans les 22 Régions ;
- Dotation de deux (02) matériels techniques, six (06) matériels informatiques, un (01) groupe électrogène, trois (03) kits panneaux solaires complets, un (1) vidéo projecteur ;
- Déploiement de logiciel de suivi-évaluation du MID ;
- 50 communes éligibles avec des dossiers de projet complets– Conventions de financement signées avec le FDL (RPI) ;
- Appui à l'établissement de la Baseline sur l'Indice de Gouvernance Locale des 58 communes de la Région Androy, appui à une opération de sécurisation foncière dans la commune urbaine d'Ambovombe (délivrance de 510 titres/certificats fonciers) ;
- Suivi-évaluation des Trésoriers Communaux (TC) dans les Régions ANALAMANGA, BOENY et DIANA, en collaboration avec ProDé CI ;
- Acquisition de certains équipements et mobiliers de bureau pour le Centre Opérationnel de Maroantsetra et divers matériels d'intervention pour les secours d'urgence (véhicules, vedettes rapides) ;
- Formation de 400 volontaires, issus de sectoriels sur la Gestion des Risques et Catastrophes ;

15- MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE (MSP)

1 – De la lutte contre la corruption et du respect de l'éthique policière

- Réalisation de 116 contrôles inopinés au niveau des Services de la Police Nationale et les éléments de la police de circulation sur les voies publiques ;
- Sensibilisation de 1584 policiers sur l'éthique.

2 –De la dotation en matériels techniques et matériels roulants

Acquisition de :

- 65 Matériels roulants dont : 17 automobiles 4X4 Pick-up ZNA, 01 automobile 4X4 Wagon, 02 Minibus FOTON, 30 Motos 125 CC et 15 Motos 110 CC ;
- 294 matériels informatiques dont : 60 imprimantes laser, 04 imprimantes matricielles, 100 imprimantes multifonction, 25 ordinateurs portables, 100 ordinateurs de bureau HP Desktop, 05 Machines photocopieuses ;
- 53 matériels techniques dont : 50 machines à écrire et 03 matériel audiovisuel pour SALOPS, 40 téléphones portables.

3 – De la construction et réhabilitation des infrastructures

- 14 travaux de Construction, 13 travaux de réhabilitation et 11 travaux des clôtures dans différentes bâtiments Administratifs, Commissariat de Police, Brigade Régionale et Poste de Police dans toute l'île.

4 – De la lutte contre la criminalité urbaine et rurale

- Saisie de 44 armes (Direction de la Sécurité Publique) et 28 armes saisies au niveau de la Direction de la Police Judiciaire avec 11.346 munitions tous calibres confondus, 03 grenades et 05 cocktails molotovs ;
- Démantèlement de 164 associations de malfaiteurs.

5 – De la lutte contre la prolifération des stupéfiants et substances psychotropes

- Enregistrement de 291 cas avec 959,705 kg de cannabis saisies, 142 pieds arrachés, 27 grammes de drogue dure ; 3 paquets d'Artane et 8 sachets d'Amphétamine ; 1.471 litres d'alcool frelaté et 500 kg de Parakygasy saisis.

6 – De la lutte contre les violences basées sur le genre

- Réalisation des affaires reçues à 70,54% dont 352 traitées sur les 499 reçues avec 145 MD et 352 LP.

7– De la couverture en télématique des services de Police

- 115 paramétrages et configurations sur l'installation des connexions réseaux et Internet des différents services de police.

8 – De la lutte contre le vol des sépultures et profanation des tombeaux

- 856 opérations et missions préventives des vols d'ossements humains effectuées, 625 Kg d'ossements humains saisis avec 06 personnes placées sous MD.

09 – Du contrôle aux frontières

- 234 navires dont 112 embarqués et 122 débarqués contrôlés avec 3682 passagers contrôlés dont 2158 étrangers et 1524 nationaux ; 16 passagers ont été refoulés de Mahajanga vers Comores et 28 autres expulsés de Comores vers Madagasikara ; 42.066 passeports délivrés et renouvelés avec 5.696.080.000 Ar de recette ; 958 visas prorogés avec 137.860.000 Ar de recette.

10 – De la lutte contre les infractions économiques et financières

- 47,95% d'élucidation des affaires économiques dont 455 traitées sur les 949 reçus avec 96 MD et 243 LP : 162 cas de faux et usage de faux, 181 cas d'escroquerie, 147 cas d'abus de confiance et 100 cas d'émission de chèque sans provision d'infractions remarquable et un préjudice d'une valeur de 6 946 344 916 Ariary et 30.081 Euros enregistrés.

16- MINISTERE DE LA JUSTICE (MinJUS)

- Promotion d'une justice plus accessible et proche des citoyens par :
 - L'inauguration et l'équipement des deux nouveaux TPI et des deux nouvelles MC qui se trouvent à Vangaindrano et à Fénérive-Est,
 - La construction terminée d'un quartier femme et d'un deuxième quartier homme à la MC de Moramanga ;
 - L'inauguration et l'équipement du nouveau bâtiment abritant le bureau du Tribunal pour enfant et pour les archives du RCS au TPI Anosy ;
 - La construction d'un local pour servir de bureau du Parquet au TPI de Maevatanana ;
 - La construction d'un bâtiment annexe pour servir de bureau au TPI de Moramanga.
- Renforcement de la sécurité au niveau des Juridictions et des Etablissements pénitentiaires par la priorisation des réhabilitations des Tribunaux et Maisons centrales et le renforcement des dispositifs de sécurité. Les infrastructures ont été réhabilitées au niveau des :
 - TPI de Mampikony, Toamasina et Anosy ;
 - Cour d'Appel de Toamasina ;
 - Tribunal administratif et du Tribunal financier de Toamasina ;
 - MF de Tsiafahy et MC de Toamasina, Manakara, Antsohihy, Maroantsetra, Ambositra, Antanimora, Antsohihy et Farafangana.

Les dispositifs de sécurité ont été renforcés dans les établissements pénitentiaires suivants : Antanimora, Tsiafahy, Antsirabe, Miarinarivo, Tsiroanomandidy, Maevatanana, Mahajanga et Tsiafahy.

Le bâtiment et quelques bureaux du Ministère de la Justice à Faravohitra ont été réhabilités et aménagés.

- Amélioration du traitement des affaires spécifiques (trafics illicites de stupéfiants, de bois de rose, d'animaux protégés et des ressources minières et halieutiques) à travers :
 - la mise en place et l'opérationnalisation de la Chaine Spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et/ou de bois d'ébène depuis le mois de juillet 2018 ;

- la transmission pour adoption devant le Parlement des projets de loi sur le recouvrement et affectation des avoirs illicites recouvrés et la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- la signature d'un protocole d'accord avec le WWF pour une meilleure application des lois sur la protection des espèces protégées.
- Adoption de textes législatifs et réglementaires, notamment :
 - la loi n°2017-014 du 06 juillet 2017 relative à l'Adoption ;
 - la loi n°2017-027 du 29 janvier 2018 relative à la Coopération Internationale en matière pénale
 - la loi modifiant et complétant la loi n°61-0125 sur l'État Civil ;
 - la loi relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
 - le décret fixant la liste, le ressort, les critères de compétence et les modalités d'organisation des sessions criminelles des pôles anti-corruption ;
 - le décret sur les données techniques ;
 - L'arrêté de mise en place du CME, contre le kidnapping.
- Renforcement de la lutte contre la vindicte populaire par la réalisation d'ateliers sur la lutte contre la vindicte populaire en collaboration avec les autres Départements Ministériels partenaires (MID, MDN, MSP, SEG) et le PNUD dans 3 régions à savoir : Sambava (Région Sava), Antsohihy (Région Sofia) et Toamasina (Région Atsinanana) ;
- Poursuite du processus de pérennisation des cliniques juridiques par la mise en place de trois nouvelles cliniques juridiques (Ihosy, Betroka et Ambovombe) ;
- Renforcement de la lutte contre la corruption par :
 - Le renforcement des inspections et du contrôle des juridictions et des établissements pénitentiaires par l'appui au BCCJEP ;
 - L'opérationnalisation de la Direction de la Coordination Nationale (DCN) des PAC et du PAC Antananarivo depuis le mois de juin 2018
- Amélioration des conditions de détention carcérale par :
 - La mise en application du guide relatif à l'alimentation des détenus et sélection des MC Toliara et Miarinarivo comme sites pilotes dans le cadre du projet d'amélioration de la ration carcérale ;
 - Programmation d'alphabétisation et des activités en réinsertion professionnelle ;
 - Effort de séparation du quartier des mineurs avec celui des majeurs.

ADMINISTRATIONS GENERALES (MFB-MEP-MFRAPTS-MCC-MCRI)

21 – MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET (MFB)

- Réalisations des recettes non fiscales de la Direction Générale du Trésor pour l'année 2018 d'un montant de 100,05 Mds soit 113,14 % de la prévision annuelle (88,43 Mds Ariary) ;
- Paiement de la dette intérieure et extérieure d'un montant de 3 251,27 Mds Ariary ;
- Réalisations des recettes douanières du quatrième trimestre d'un montant de 621 Mds Ariary soit 98,27% de la prévision trimestrielle (631,9 Mds Ariary) et pour l'année 2018 d'un montant de 2 427,9 Mds Ariary soit 104,33% de la prévision annuelle (2 327,10 Mds Ariary) ;
- Inauguration du nouveau bâtiment de la Direction Régionale du Budget Diana et des Centres Fiscaux (CF Moramanga, Manja et Nosy Be) ;
- Ordonnance par la HCC de la Loi de Finances Initiale 2019 (Ordonnance n°2018-001 du 26 décembre 2018) ainsi que les textes subséquents y afférents :
 - Décret N° 2018-1715 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits ;
 - Arrêté N° 32.287/2018 du 31 décembre 2018 portant ouverture des crédits ;
 - Circulaire n°114-MFB/SG/DGB/DSB du 31 Décembre 2018 relative à l'exécution budgétaire 2019 ;
- Signatures des accords de financement avec les Partenaires Techniques et Financiers
 - 10 millions de dollars avec le Koweït pour la construction grand pont sur le fleuve de Mangoky ;
 - Amendement du contrat d'exécution du projet PERER (Promotion de l'Electrification par les Energies Renouvelables) le 10 novembre 2018 (12 millions d'Euros pour les contrats de financement en faveur de Madagascar National Parks et 4,5 millions d'Euros pour la Fondation pour les aires protégées de Madagascar (FAPBM) ;
- Remboursement des frais médicaux d'un montant de 953,5 millions Ariary soit Mille-trois-cent-trente-six (1 336) dossiers ;
- Contrôle à posteriori auprès de la Direction interrégionale du Ministère des Postes et Télécommunication du Développement Numérique, Centre National de Recherche océanographique et Organe de lutte contre les événements de pollution ;
- Formation relative à la manipulation de l'application informatique "AUGURE GESTION ADMINISTRATIVE" offerte à sept (07) Ministères (MFB, MINSANP, MFPRATLS, MEN, MEEF, MINTOUR, MID), des agents des CTDs, des services de la Solde et des Pensions au niveau de vingt-deux (22) régions et de la DTLE du MFB ;
- Publication du résultat du concours pour le recrutement de 40 élèves Inspecteurs du Trésor le 18 décembre 2018 ;
- ...

25-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN (MEP)

- Validation de la feuille de route et du Profil Pays sur le Dividende Démographique ;
- Lancement du Rapport mondial sur l'Etat de la Population de l'année 2018 ;
- Tenue de l'atelier de pré-validation du Document Intégré de la Stratégie Intégré du Grand Sud dans la Région Atsimo Andrefana ;
- Première participation à la promotion de l'Economie Bleue à Kenya ;
- Réalisation des Revues de portefeuille des projets financés par la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement ;
- ...

32-MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES (MFPRATLS)

MISSION 310 : TRAVAIL ET LOIS SOCIALES

- Antsirabe : réhabilitation et clôture du bâtiment administratif du Ministère. Central : aménagement portail ; peinture extérieure et intérieur ; entretien bureau du Ministère. Toliara : nouvelle construction ;
- Acquisition de 17 matériaux roulants ;
- Traitement de 34 117 dossiers par les Directions et Services Régionaux ;
- Logiciel GPEEC en cours d'optimisation (logiciel et assimilé) ;
- Usagers chercheurs de textes servis à 100% ;
- 18% d'augmentation de travailleurs en relation avec les entités œuvrant sur la promotion du travail décent ;
- 13176 permis et contrats de travail des travailleurs déplacés régularisés, contrôles effectués (Entrée et sortie des travailleurs régularisées et contrôlées) ;
- 2 structures redynamisées et mises en place (Renforcement du dialogue social tripartite dans le monde du travail, CNT mis en place, décret sur la CNT publié) ;
- 600 jeunes chômeurs qualifiés à un emploi potentiel ;
- 127 jeunes déscolarisés et vulnérables qualifiés à l'entrepreneuriat ;
- ...

36 – MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION (MCC)

- Renforcement de la coopération économique avec le Secteur - Privé (3P) ;
- Entretien des bâtiments :
 - Ministère Central Ambohidahy ;

- Réhabilitation du Somacodis Analakely ex Bureau DRCC Analamanga et nouveau Magasin de Stockage pour produits périmés ;
- Paiement des arriérés de la contribution internationale (SADC – OIC – BIE) ;
- Mise en œuvre d’une convention de partenariat avec la BNI Madagascar ;
- Renforcement des capacités techniques et fonctionnelles des dirigeants et des personnels des EPN et des organismes rattachés ;
- Information, sensibilisation et éducation des opérateurs sur les textes portant réglementation des pratiques commerciales en vigueur ;
- Contrôle périodique du marché local et suivi du respect des réglementations en vigueur en matière de contrôles économiques ;
- Coordination des activités des importateurs en matière de sécurisation de l’approvisionnement en PPN basé sur la prévision d’importation en collaboration avec les compagnies maritimes et les transitaires ;
- Agrément du centre d’analyse du Cacao région DIANA et conclusion du protocole de contrat de prestation de service entre laboratoire JLB et le MCC ;
- Participation à la 11^{ème} Conférence Ministérielle de l’OMC ;
- Contribution à la mise en place d’une structure nationale de l’EV (Export Vert) par le biais d’un comité technique restreint : filière black eyes, lingot blanc et café ;
- Tenue de l’atelier de sensibilisation sur le commerce des services à Mahajanga, Sainte-Marie et dans la Région DIANA ;
- ...

37- MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS (MCRI)

- Organisation des activités de communication relatives au Recensement Général de la Population et de l’Habitat et Redynamisation des volontaires des Personnes en Situation d’Handicap ;
- Rencontre avec les Chefs FKT et le responsable de la Commune d’Ivato et Commune Ambohibao Antehiroka pour la mise en place des volontaires communautaires (région Analamanga avec le DIRCRI Analamanga) et 10 séances d’information et de communication dans le cadre du processus d’élaboration de la loi sur le volontariat dans les Districts de Manjakandriana et d’Ambohidratrimo (Cible : autorités locales et population) ;
- Renforcement de capacités à travers le CEFOM des 97 délégués et des 22 Chefs de services du MCRI à tous les niveaux (directions centrales et régionales) et atelier de 03 jours de formation et de coordination des 42 membres du STAFF du MCRI ;
- ...

IV. SYNTHÈSE

Au premier trimestre, la situation globale de l'exécution budgétaire présentait un recouvrement de recettes atteignant un taux de 108% soit 1 172,70 milliards d'Ariary recouvrés sur les 1 085,4 milliards d'Ariary prévus. Les dépenses sont à 18,30% soit 1 390,01 milliards d'Ariary engagés sur les 7 570,84 milliards d'Ariary inscrit dans la Loi de Finances Initiale. Et 46% des indicateurs de performance ont été atteints soit 317 sur les 687 fixés dans les documents de performance. Les recommandations adressées à l'égard des acteurs budgétaires en général, en vue des trimestres à venir, encourageaient à améliorer l'exécution budgétaire surtout au niveau de l'utilisation des crédits.

Concernant le deuxième trimestre, le recouvrement des recettes a atteint un taux de 102% soit 2 515,30 milliards d'Ariary recouvrés sur les 2 462,10 milliards d'Ariary de prévision. Les dépenses sont à 41,73% soit 3 173,84 milliards d'Ariary engagés sur les 7 570,84 milliards d'Ariary initiaux. Egalement, 51% des indicateurs de performance ont été atteints soit 332 sur les 678. La conjoncture politique traversée durant la fin de cette période, et qui a conduit à un remaniement de gouvernement avec les changements conséquents au niveau des organigrammes et des acteurs budgétaires, n'a pas pour autant affecté la performance en termes de réalisations.

Le troisième trimestre est marqué par l'exécution de la Loi de Finances Rectificative. Le recouvrement des recettes a atteint un taux de 99,23% soit 3 755,30 milliards d'Ariary recouvrés sur les 3 784,50 milliards d'Ariary visés. Les dépenses sont à 59,95% soit 4 439,11 milliards d'Ariary engagés sur les 7 404,36 milliards d'Ariary du budget rectifié. En outre, 51% des indicateurs de performance ont été atteints soit 357 sur les 696 nouvellement définis. Les dispositions gouvernementales se sont focalisées sur la préparation de l'élection présidentielle du mois de novembre et de décembre 2018.

Au terme des douze mois de l'exercice 2018, les recettes ont atteint un taux de 98% soit 5 096,20 milliards d'Ariary recouvrés sur les 5 224,20 milliards d'Ariary projetés. Les dépenses sont à 86,43% soit 6 400,48 milliards d'Ariary engagés sur les 7 405,81 milliards d'Ariary. Finalement, 59% des indicateurs de performance ont été atteints soit 412 sur les 696.

V. ANNEXES

1- REALISATION PAR GRANDES RUBRIQUES

					(En milliers d'Ariary)		
BUDGET	CATEGORIE	RUBRIQUE	LFI	LFR	MODIFIE	ENGAGE	TAUX
Budget Général	OPERATIONS COURANTES - DETTE PUBLIQUE	Dette	397 918 271	384 198 193	384 198 193	363 605 399	94,64%
	OPERATIONS COURANTES - HORS SOLDES	Biens et Services	502 951 351	502 951 351	502 951 351	390 650 178	77,67%
		Indemnités	186 000 000	186 000 000	186 000 000	178 035 741	95,72%
		Transferts	1 145 600 000	1 295 600 000	1 295 600 000	1 282 707 279	99,00%
		OPERATIONS COURANTES - SOLDES	Solde	2 088 000 000	2 164 300 000	2 164 300 000	2 159 763 538
	OPERATIONS COURANTES - STRUCTURELLES	Biens et Services	8 000	8 000	8 000	7 925	99,06%
	OPERATIONS D' INVESTISSEMENT	PIP sur Financement Extern	2 282 962 000	1 877 819 962	1 879 264 049	1 114 684 680	59,31%
		PIP sur Financement Intern	967 400 000	993 489 038	993 489 038	911 022 155	91,70%
Total Budget Général			7 570 839 622	7 404 366 544	7 405 810 631	6 400 476 895	86,43%
Budget annexe	OPERATIONS COURANTES - HORS SOLDES	Biens et Services	17 123 430	17 123 430	17 123 430	9 579 678	55,94%
		Indemnités	11 811 499	11 811 499	11 811 499	7 832 152	66,31%
		Transferts	456 750	456 750	456 750	292 699	64,08%
	OPERATIONS D' INVESTISSEMENT	PIP sur Financement Intern	7 562 500	7 562 500	7 562 500	367 996	4,87%
Total Budget annexe			36 954 179	36 954 179	36 954 179	18 072 525	48,91%
Compte particulier du Trésor	OPERATIONS COURANTES - HORS SOLDES	Biens et Services	297 817 839	297 817 838	301 420 691	112 308 562	37,26%
		Indemnités	17 526 564	17 526 564	17 855 164	15 266 958	85,50%
		Transferts	561 004 200	574 491 970	574 491 970	575 664 688	100,20%
	OPERATIONS D' INVESTISSEMENT	PIP sur Financement Extern	35 960 000	74 161 000	74 161 000	72 161 000	97,30%
Total Compte particulier du Trésor			912 308 603	963 997 372	967 928 825	775 401 207	80,11%
Dette Publique	OPERATIONS DE FINANCEMENT	Autres Financements	3 074 418 399	3 278 943 703	3 278 943 703	747 060 127	22,78%
Total Dette Publique			3 074 418 399	3 278 943 703	3 278 943 703	747 060 127	22,78%
Total général			11 594 520 803	11 684 261 798	11 689 637 338	7 941 010 754	67,93%
Source : SIIGFP du 31/12/2018							

2 - REALISATION EN DEPENSES DE SOLDE

		(En milliers d'Ariary)				
BUDGET GENERAL		SOLDE				
INSTITUTIONS/MINISTERES		IFI	IFR	MODIFIE	ENGAGE	TAUX
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	9 771 168	9 229 205	9 001 917	8 928 929	99,19%
05	PRIMATURE	10 809 210	9 952 763	8 750 629	8 704 372	99,47%
08	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES CHARGE DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPP	514 541	-	-	-	
11	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	27 933 033	43 916 342	43 155 699	42 819 986	99,22%
12	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	178 367 941	179 681 782	183 771 782	183 763 697	100,00%
13	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE	187 777 083	189 337 433	190 537 433	190 519 335	99,99%
14	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE DECENTRALISATION	30 582 187	32 441 919	31 176 288	31 114 332	99,80%
15	MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE	109 525 956	111 421 567	107 415 492	107 393 309	
16	MINISTERE DE LA JUSTICE	71 337 251	73 732 439	78 688 124	78 437 610	99,68%
21	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	331 429 172	342 219 609	357 333 660	356 757 591	99,84%
25	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN	5 072 599	5 744 796	5 741 662	5 710 396	99,46%
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION, DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DES LOIS	12 412 056	12 702 553	12 908 755	12 687 888	98,29%
34	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE	3 343 023	3 862 237	3 643 298	3 604 503	98,94%
35	MINISTERE DU TOURISME	2 638 327	2 660 562	2 689 604	2 647 744	98,44%
36	MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION	7 528 501	8 562 582	8 266 476	8 168 107	98,81%
37	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	5 694 325	5 653 633	5 652 369	5 647 168	99,91%
41	MINISTERE DE L' AGRICULTURE ET DE L' ELEVAGE	22 419 360	22 648 872	22 169 209	22 126 761	99,81%
43	MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE	3 000 962	4 736 790	4 736 943	4 700 215	99,22%
44	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECOLOGIE ET DES FORETS	12 099 262	13 544 080	13 318 877	13 313 672	99,96%
47	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE CHARGE DE LA MER	1 218 004	-	-	-	
51	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES	-	916 354	260 306	153 855	59,11%
52	MINISTERE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE	5 555 492	4 846 624	5 714 894	5 620 643	98,35%
53	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE	2 782 118	3 011 551	2 992 366	2 950 573	98,60%
61	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES	6 427 383	6 800 687	6 806 400	6 764 540	99,38%
62	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES SERVICES FONCIERS	11 824 498	12 766 640	12 302 038	12 240 261	
63	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE	3 890 239	3 821 444	4 086 656	4 022 909	98,44%
66	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE	881 486	895 062	792 321	741 754	93,62%
71	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	193 285 557	199 468 112	190 991 031	190 766 930	99,88%
75	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	10 028 495	10 994 099	10 517 712	10 374 900	98,64%
76	MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME	5 787 439	6 017 455	6 122 187	6 076 460	99,25%
81	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	677 399 957	699 552 365	699 365 895	697 701 962	99,76%
83	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	21 069 650	21 817 051	21 243 805	21 201 350	99,80%
84	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	111 762 595	117 370 173	110 212 083	110 183 378	99,97%
86	MINISTERE DE LA CULTURE, DE LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE	3 831 130	3 973 219	3 934 089	3 918 407	99,60%
Total général		2 088 000 000	2 164 300 000	2 164 300 000	2 159 763 538	99,79%
Source : SIGFP du 31/12/2018						

3- REALISATION EN DEPENSES HORS SOLDE

						(En milliers d'Ariary)
BUDGET GENERAL		HORS SOLDES				
MINISTERE		LFI	LFR	MODIFIE	ENGAGE	TAUX
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	57 294 600 000	57 294 600 000	61 810 791 000	61 008 201 047	98,70%
02	SENAT	22 836 000 000	22 836 000 000	22 976 475 000	21 190 116 073	92,23%
03	ASSEMBLEE NATIONALE	49 133 000 000	49 133 000 000	50 151 399 000	50 056 619 003	99,81%
04	HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE	6 125 821 000	6 125 821 000	8 235 076 000	8 025 224 206	97,45%
05	PRIMATURE	35 982 857 000	35 982 857 000	41 291 381 000	40 774 529 745	98,75%
06	FILANKEVITRY NY FAMPIHAVANANA MALAGASY	6 423 000 000	6 423 000 000	6 517 775 000	6 507 939 601	99,85%
07	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	10 669 269 000	10 669 269 000	10 644 268 000	10 418 066 401	97,87%
08	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES CHARGE DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPPEMENT	2 007 000 000	-	-	-	
11	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	16 758 000 000	18 765 000 000	18 727 098 000	22 626 821 682	120,82%
12	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	43 366 000 000	43 366 000 000	43 297 024 000	42 901 433 280	99,09%
13	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE	24 846 000 000	24 846 000 000	24 776 606 000	24 555 623 600	99,11%
14	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE DECENTRALISATION	94 690 000 000	94 690 000 000	94 463 292 000	92 022 516 885	97,42%
15	MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE	10 546 000 000	10 546 000 000	10 463 238 000	9 703 227 676	92,74%
16	MINISTERE DE LA JUSTICE	38 564 000 000	38 564 000 000	39 141 872 000	38 159 836 060	97,49%
21	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	929 736 899 000	1 079 736 899 000	1 048 564 095 000	939 866 215 717	89,63%
25	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN	4 673 000 000	4 673 000 000	4 658 198 000	4 568 565 590	98,08%
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION, DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DES LOIS	7 402 250 000	8 207 417 000	8 261 131 000	7 147 121 208	86,52%
34	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE	4 109 000 000	4 109 000 000	4 094 855 000	4 033 394 264	98,50%
35	MINISTERE DU TOURISME	4 932 000 000	4 932 000 000	4 897 950 000	4 714 124 119	96,25%
36	MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION	18 231 000 000	18 231 000 000	18 196 500 000	17 706 963 360	97,31%
37	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	7 203 000 000	7 203 000 000	7 105 674 000	6 936 891 405	97,62%
41	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	19 162 405 000	19 162 405 000	19 063 148 000	17 773 370 879	93,23%
43	MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE	8 959 000 000	10 591 000 000	10 558 947 000	10 103 540 259	95,69%
44	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECOLOGIE ET DES FORETS	3 201 000 000	3 201 000 000	3 183 054 000	2 984 836 678	93,77%
47	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE CHARGE DE LA MER	1 632 000 000	-	-	-	
51	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES	-	851 558 000	3 294 785 000	2 827 374 671	85,81%
52	MINISTERE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE	10 489 000 000	9 637 442 000	7 111 329 000	6 706 693 745	94,31%
53	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE	5 924 000 000	5 924 000 000	5 916 112 000	5 318 448 401	89,90%
61	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES	5 074 000 000	8 332 703 000	11 798 697 000	11 555 322 171	97,94%
62	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES SERVICES FONCIERS	23 319 000 000	20 060 297 000	19 995 570 000	19 496 818 221	97,51%
63	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE	16 425 000 000	16 425 000 000	19 365 899 000	18 296 839 415	94,48%
66	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE	766 000 000	766 000 000	762 861 000	723 901 953	94,89%
71	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	63 134 000 000	63 134 000 000	62 399 757 000	60 855 945 890	97,53%
75	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	9 126 000 000	9 126 000 000	10 150 437 000	9 889 292 840	97,43%
76	MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME	8 397 000 000	8 397 000 000	8 326 435 000	8 098 603 815	97,26%
81	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	139 405 000 000	139 405 000 000	139 323 385 000	130 378 583 738	93,58%
83	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	17 441 250 000	16 636 083 000	16 289 349 000	16 031 460 841	98,42%
84	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	101 393 000 000	101 393 000 000	113 521 962 000	112 398 537 419	99,01%
86	MINISTERE DE LA CULTURE, DE LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE	5 175 000 000	5 175 000 000	5 214 926 000	5 030 196 020	96,46%
Total général		1 834 551 351	1 984 551 351	1 984 551 351	1 851 393 198	93,29%
Source : SIIGFP du 31/12/2018						

4- REALISATION EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT

		(En milliers d'Ariary)				
BUDGET GENERAL		PIP				
MINISTERE		LFI	LFR	MODIFIE	ENGAGE	TAUX
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	65 774 301 000	65 774 301 000	66 174 301 000	59 318 294 171	89,64%
02	SENAT	2 317 000 000	2 317 000 000	2 317 000 000	1 591 400 000	68,68%
03	ASSEMBLEE NATIONALE	1 420 000 000	1 420 000 000	2 920 000 000	2 918 948 087	99,96%
04	HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE	1 170 000 000	1 170 000 000	1 747 400 000	1 710 784 149	97,90%
05	PRIMATURE	99 504 000 000	117 980 462 000	120 920 816 000	177 419 226 129	146,72%
06	FILANKVITRY NY FAMPIHAVANANA MALAGASY	700 000 000	700 000 000	700 000 000	699 749 789	99,96%
07	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	41 395 000 000	41 395 000 000	57 711 724 000	56 951 421 913	98,68%
08	SECRETIARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES CHARGE DE LA COOPERATION ET DU DEVELOP	1 682 100 000	-	-	-	
11	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	3 782 000 000	5 464 100 000	5 266 625 000	4 312 509 535	81,88%
12	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	21 114 000 000	21 114 000 000	21 114 000 000	19 307 725 933	91,45%
13	SECRETIARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE	31 955 000 000	31 955 000 000	32 565 923 000	32 541 738 621	99,93%
14	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE DECENTRALISATION	91 653 000 000	116 813 931 000	121 740 337 000	79 486 039 515	65,29%
15	MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE	24 808 000 000	24 808 000 000	24 808 000 000	23 480 308 875	94,65%
16	MINISTERE DE LA JUSTICE	16 279 000 000	16 279 000 000	16 475 400 000	6 439 478 953	39,09%
21	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	192 157 084 000	200 371 191 000	177 018 096 000	146 159 109 612	82,57%
25	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN	51 271 000 000	51 271 000 000	50 812 009 000	81 078 250 532	159,57%
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION, DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DES LOI	2 739 000 000	4 642 403 000	4 669 715 000	4 577 765 012	98,03%
34	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE	3 541 990 000	3 541 990 000	3 109 670 000	2 320 565 074	74,62%
35	MINISTERE DU TOURISME	5 949 000 000	5 949 000 000	5 973 154 000	4 331 298 899	72,51%
36	MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION	9 806 180 000	9 806 180 000	9 431 167 000	2 356 934 273	24,99%
37	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	6 353 000 000	6 353 000 000	12 418 000 000	12 396 314 765	99,83%
41	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	430 385 595 000	366 633 035 000	363 212 273 000	392 685 290 455	108,11%
43	MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE	48 895 000 000	50 351 000 000	49 268 243 000	39 712 675 725	80,61%
44	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECOLOGIE ET DES FORETS	65 560 000 000	65 560 000 000	65 794 781 000	11 466 566 267	17,43%
47	SECRETIARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE CHARGE DE LA MER	1 456 000 000	-	-	-	
51	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES	-	139 075 694 000	141 323 694 000	39 168 540 721	27,72%
52	MINISTERE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE	309 229 000 000	93 152 306 000	90 987 504 000	47 329 918 392	52,02%
53	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE	5 902 000 000	5 902 000 000	4 515 850 000	2 482 849 859	54,98%
61	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES	750 048 000 000	708 494 400 000	718 076 400 000	320 360 337 483	44,61%
62	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES SERVICES FONCIERS	445 575 000 000	194 288 160 000	191 736 276 000	108 760 373 447	56,72%
63	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE	47 414 000 000	47 414 000 000	46 304 779 000	25 536 472 543	55,15%
66	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE	4 788 000 000	4 788 000 000	4 588 000 000	4 101 792 870	89,40%
71	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	120 924 983 000	122 304 483 000	122 304 483 000	117 568 646 514	96,13%
75	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	9 296 000 000	9 296 000 000	9 566 000 000	8 292 426 499	86,69%
76	MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME	26 072 000 000	26 072 000 000	26 072 000 000	18 820 731 918	72,19%
81	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	260 675 017 000	260 585 017 000	260 585 017 000	137 247 997 379	52,67%
83	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	20 815 750 000	19 312 347 000	17 592 778 000	11 202 488 570	63,68%
84	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	23 034 000 000	23 034 000 000	17 572 253 000	16 288 367 101	92,69%
86	MINISTERE DE LA CULTURE, DE LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE	4 921 000 000	5 921 000 000	5 359 419 000	5 283 495 240	98,58%
Total général		3 250 362 000 000	2 871 309 000 000	2 872 753 087 000	2 025 706 834 817	70,51%
Source : SIGFEP du 31/12/2018						

5- SUIVI DES ENGAGEMENTS DES PIP

				(En milliers d'Ariary)	
BUDGET GENERAL - PIP	LFI	LFR	MODIFIE	ENGAGE	TAUX
SOURCE DE FINANCEMENT					
Ressources Propres	798 423 063 000	822 712 101 000	836 624 799 000	804 572 819 951	96,17%
Droits et Taxes à l'Importation	35 555 639 000	35 555 639 000	29 607 615 000	49 268 405 145	166,40%
Taxes sur les valeurs ajoutées	124 478 102 000	124 478 102 000	116 513 428 000	50 399 795 575	43,26%
Fonds de Contre Valeur	8 943 196 000	10 743 196 000	10 743 196 000	6 781 134 091	63,12%
Subventions	846 825 000 000	856 000 000 000	856 000 000 000	198 298 345 049	23,17%
Emprunts Etat	1 436 137 000 000	1 021 819 962 000	1 023 264 049 000	916 386 335 005	89,56%
Total général	3 250 362 000 000	2 871 309 000 000	2 872 753 087 000	2 025 706 834 817	70,51%
Source : SIIGFP du 31/12/2018					

6- REALISATION PIP PAR REGION

					(En milliers d'Ariary)	
BUDGET GENERAL		LFI	LFR	MODIFIE	ENGAGE	TAUX
REGION_CODE_LIBELLE						
00	CENTRAL	3 071 339 610	2 713 995 612	2 718 264 102	1 843 061 917	67,80%
11	ANALAMANGA	11 907 395	12 132 590	11 927 676	6 799 512	57,01%
12	BONGOLAVA	1 705 126	2 021 700	1 987 097	1 962 423	98,76%
13	ITASY	1 849 613	1 994 500	1 933 571	1 729 819	89,46%
14	VAKINANKARATRA	4 428 784	4 503 550	4 380 285	4 365 764	99,67%
21	DIANA	9 989 587	10 738 164	10 707 228	5 542 065	51,76%
22	SAVA	2 408 659	2 463 800	2 370 771	2 280 627	96,20%
31	HAUTE MATSIATRA	4 419 437	4 540 024	4 327 582	4 247 022	98,14%
32	ATSIMO-ATSINANANA	2 591 908	2 626 650	2 616 616	2 537 125	96,96%
33	AMORON'I MANIA	2 338 963	2 423 450	2 388 073	2 159 851	90,44%
34	IHOROMBE	1 996 379	2 033 050	2 015 723	1 996 593	99,05%
35	VATOVAVY-FITOVINANY	3 153 733	3 194 475	3 166 444	3 135 757	99,03%
41	BOENI	4 500 860	4 967 500	4 815 904	4 780 069	99,26%
42	BETSIBOKA	1 929 929	1 921 600	1 905 913	1 825 195	95,76%
43	MELAKY	2 490 663	2 540 650	2 540 619	2 521 329	99,24%
44	SOFIA	3 613 727	3 747 850	3 711 144	3 686 100	99,33%
51	ATSINANANA	4 375 229	4 396 770	4 362 308	4 268 205	97,84%
52	ANALANJIROFO	2 808 700	2 866 650	2 820 497	2 778 229	98,50%
53	ALAOTRA-MANGORO	3 742 279	3 932 450	3 591 428	3 535 371	98,44%
61	ATSIMO-ANDREFANA	85 116 403	60 702 790	59 893 761	87 406 013	145,94%
62	ANDROY	2 329 163	2 414 150	2 356 141	2 334 780	99,09%
63	MENABE	19 387 538	19 156 525	18 690 391	30 789 893	164,74%
64	ANOSY	1 938 315	1 994 500	1 979 813	1 963 176	99,16%
Total général		3 250 362 000	2 871 309 000	2 872 753 087	2 025 706 835	70,51%
Source : SIIGFP du 31/12/2018						

DIRECTION DU BUDGET

Immeuble du Ministère de l'Economie et des Finances

Porte 212

Edité par le Ministère de l'Economie et des Finances

Ce compte rendu de l'exécution budgétaire, du 4ème trimestre 2018 a été rédigé par le Service de la Synthèse Budgétaire en collaboration avec les équipes de la Direction du Budget et des Services Sectoriels, sous la supervision du Directeur du Budget, Madame RAKOTONDRABE Zoliarinoro, et sous la direction de Monsieur RANDIMBIARISOA Oliva Emmanuella, Directeur Général des Finances et des Affaires Générales.